

# Document

## Articles de presse de mai 2012

### Table des matières

#### France

##### Politique

- Le président Hollande veut une Europe fédérale : le piège du « pacte de croissance ». (16.05)

##### Social

- Faute de moyens, les étudiants n'ont jamais été aussi nombreux à renoncer à des soins de santé. (23.05)
- Les entreprises suppriment des postes, mais licencient moins

#### International

##### Politique

- Grèce: Antonis Samaras renonce à former un gouvernement de coalition. (08.05)
- En Europe, la malédiction des pouvoirs sortants. (09.05)
- Crise politique en Grèce (suite). (10.05)
- Grèce: Antonis Samaras renonce à former un gouvernement de coalition. (08.05)
- Poursuite lundi des négociations en Grèce. (14.05)
- Allemagne: débâcle pour le camp Merkel dans un scrutin régional important. (14.05)
- La Grèce de nouveau aux urnes en juin. (16.05)
- Un juge va diriger la Grèce jusqu'aux élections du 17 juin. (17.05)
- Sommet européen: Merkel et Hollande, "pas de psychodrame", selon un expert. (25.05)
- Syrie : que dit le Conseil de sécurité ? (29.05)

##### Social

- La Bolivie nationalise le réseau électrique géré par l'espagnol REE. (02.05)
- Le chômage bat un nouveau record dans la zone euro. (03.05)
- Au Portugal, un système de santé anesthésié par l'austérité. (16.05)

##### Economie

- Le peuple un détail gênant. (03.05)
- Les retraits des banques ne touchent pas que la Grèce. (18.05)
- La Chine délocalise des entreprises en Ethiopie pour réduire ses coûts. (21.05)
- Et si Athènes renouait avec la drachme: mode d'emploi pour divorcer de l'euro. (21.05)
- Croissance : le malentendu franco-allemand. (22.05)
- Pourquoi l'action Facebook s'effondre. (23.05)
- Quand les investisseurs payent pour prêter à l'Allemagne. (25.05)
- Des eurobonds aux réformes structurelles, les idées sur la table de l'UE. (25.05)

## Un article de l'AFP du 1er mai 2012

### La Bolivie nationalise le réseau électrique géré par l'espagnol REE. (02.05)

Le président bolivien, Evo Morales, confronté à des revendications sociales croissantes, a nationalisé mardi l'entreprise à capitaux espagnols gestionnaire des deux-tiers du réseau électrique du pays, deux semaines après que l'Argentine a exproprié Repsol de sa filiale YPF.

Evo Morales, premier président amérindien de Bolivie et membre de la gauche radicale latino-américaine, a signé mardi un décret pour prendre le contrôle des 99,94% de Transportadora de Electricidad (TDE) détenus par Red Eléctrica Internacional, filiale du groupe espagnol Red Eléctrica Corporación (REE), gestionnaire du réseau de transport d'électricité espagnol.

"Ce décret suprême a pour objet de nationaliser en faveur de l'Entreprise nationale d'électricité (ENDE, publique), au nom de l'État, le paquet d'actions que possède l'entreprise Red Eléctrica Internacional (REI) dans l'entreprise Transportadora de Electricidad", a déclaré M. Morales lors d'une cérémonie publique au palais présidentiel à La Paz.

Le président a également ordonné aux forces armées de "prendre le contrôle de la direction et de l'administration" de TDE dont les locaux se trouvent à Cochabamba, à 400 km à l'est de La Paz, ce qui a été aussitôt fait.

M. Morales a expliqué que sa décision était due "aux faibles investissements" de l'entreprise, qui depuis sa privatisation aurait investi "en moyenne environ cinq millions de dollars par an".

TDE, dont les actifs brut s'élevaient à 225 millions de dollars en 2005, selon les derniers chiffres disponibles sur le site internet de l'entreprise, gère 73% des lignes électriques de la Bolivie (<http://www.tde.com.bo>).

L'entreprise a été privatisée en 2007, sous le gouvernement ultra-libéral de Gonzalo Sanchez de Lozada, et adjugée à l'espagnole Union Fenosa, qui a cédé ses parts en 2002 à Red Eléctrica Internacional.

Selon des médias espagnols, Red Eléctrica s'est dit "surprise" et a déclaré espérer "parvenir à un accord avec le gouvernement bolivien sur une compensation adéquate".

A Madrid, des sources gouvernementales ont indiqué à l'AFP que les autorités espagnoles étaient en train de "recueillir des informations" après la décision du président Morales.

Elles estimaient toutefois que celle-ci était "un cas distinct" de l'expropriation il y a 15 jours de 51% de la compagnie pétrolière YPF, filiale argentine de Repsol, par les autorités argentines.

Mi-avril, la présidente argentine Cristina Kirchner avait annoncé que 51% d'YPF, contrôlée à 57% par l'espagnol Repsol, passeraient sous giron public, provoquant la colère de Madrid et de nombreuses réactions hostiles, de Washington à l'Union européenne. Repsol a estimé sa filiale à 10 milliards de dollars.

Le décret présidentiel bolivien stipule que l'évaluation des actifs de TDE serait menée dans les 180 jours, afin de procéder à leur paiement.

Le président Morales, au pouvoir depuis 2006 et qui a déjà profité des célébrations du 1er mai pour annoncer la nationalisation de filiales de multinationales dans les secteurs des hydrocarbures (Repsol, 2006 ou AirBP, 2009), de l'électricité, des télécommunications (TELECOM, 2008) ou des mines (Glencore, 2010), est confronté depuis des semaines à une grogne sociale croissante, notamment de la part de sa base électorale populaire, ouvrière et indigène.

Mardi, à quelques blocs de la place d'Armes, où le président a fait son annonce, des ouvriers mécontents faisaient exploser des pétards et des charges de dynamite, assurant que cette nationalisation ne freinerait pas leurs revendications salariales.

## Un article de lexpansion.com du 2 mai 2012

## **Le chômage bat un nouveau record dans la zone euro. (03.05)**

**Le taux de chômage a atteint 10,9% en mars, soit son plus haut niveau dans la zone euro depuis la création de l'Union monétaire. Selon Eurostat, la France se maintient à 10%.**

Le taux de chômage atteint 10,9% de la population active de la zone euro. Du jamais vu.

Selon des données publiées mercredi par l'office européen des statistiques Eurostat, 17,36 millions de personnes étaient au chômage en mars dans la zone euro, soit 169.000 de plus que le mois précédent. Ce niveau, qui égale celui établi en avril 1997 mais n'a jamais été atteint depuis la création de la zone euro, est conforme aux prévisions des analystes interrogés par l'agence Dow Jones Newswires. Il s'agit du onzième mois consécutif au cours duquel le chômage a atteint ou dépassé le seuil de 10% dans la zone euro.

En un an, 1,73 million de personnes se sont retrouvées au chômage dans la zone euro. *"Compte tenu des enquêtes sur les intentions d'embauche, tout semble indiquer que le chômage va continuer de grimper dans les mois prochains et il ne devrait pas attendre longtemps avant de dépasser les 11%", indique Martin Van Vliet, économiste pour la banque ING, qui n'exclut pas un pic à 11,5%. "Les entreprises sont bien souvent sous pression (...) afin de limiter les coûts face à une demande limitée, des marges réduites, une concurrence accrue et des perspectives économiques incertaines", résume Howard Archer, économiste pour IHS Global Insight, qui craint lui aussi un pic à 11,5% dans la zone euro.*

Les disparités sont toutefois importantes parmi les États membres. Les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés en mars en Autriche (4%), aux Pays-Bas (5%), au Luxembourg (5,2%) et en Allemagne (5,6%), tandis que l'Espagne reste de loin le mauvais élève de la zone euro. Madrid a vu son chômage grimper à 24,1% en mars, un record. La France se trouve dans une position médiane avec un taux de chômage estimé de 10%.

En Grèce, le chômage s'est inscrit à 21,7% selon les dernières données disponibles pour ce pays, qui datent de janvier. *"Les taux de chômage exceptionnellement élevés dans l'Europe du Sud sont en partie liés à des facteurs structurels, mais ils illustrent aussi les sacrifices infligés à court terme par les plans de rigueur",* développe l'analyste d'ING. Les jeunes paient un lourd tribut puisqu'en mars, ils étaient 3,34 millions sans emploi dans la zone euro. Les taux les plus élevés de jeunes sans emploi sont en Grèce (51,2% en janvier 2012) et en Espagne (51,1%). Seule bonne nouvelle: ces mauvais chiffres *"vont encourager les discussions sur la nécessité de définir une stratégie pour la croissance en zone euro"*, estime Martin Van Vliet, alors que le sujet monte en Europe.

Les données *"illustrent les disparités économiques entre la zone euro et les Etats-Unis, où le chômage recule. L'écart entre les taux de chômage dans l'Union monétaire et aux Etats-Unis n'a jamais été aussi important depuis fin 2007"*, poursuit-il. Le taux de chômage aux Etats-Unis a repris sa baisse en mars, refluant à 8,2%, soit le taux le plus faible depuis trois ans.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage est lui resté stable à 10,2% en mars. Il s'agit d'un record absolu, a indiqué Eurostat.

## Un article de Frankfurter Rundschau du 24 avril 2012

### Le peuple un détail gênant. (03.05)

Un spectre plane sur les marchés financiers : que se passerait-il si la cohorte des victimes de la crise n'approuvait plus la politique des puissants ? C'est la raison pour laquelle les responsables politiques, comme les grands patrons, préfèrent ne pas se risquer à trop de démocratie.

Stephan Kaufmann

La crise de l'euro est en standby, les milliers de milliards de crédits alloués par la Banque centrale européenne ont calmé le jeu. Mais sur les marchés financiers, une nouvelle menace se dessine : la démocratie. *“Les élections françaises [le second tour de la présidentielle le 6 mai sera suivi d'élections législatives en juin] et grecques [le 6 mai], ainsi que le référendum irlandais [le 31 mai], font naître des inquiétudes chez les investisseurs, les entreprises et les consommateurs”*, explique Elga Bartsch, de la banque d'investissement américaine Morgan Stanley.

Les pays européens exigent de leur population de lourds sacrifices. Afin de conforter la confiance des marchés financiers dans leur solvabilité, ils suppriment des centaines de milliers de postes de fonctionnaires, augmentent les impôts, sabrent dans les dépenses publiques, abaissent les retraites.

Et pour relancer leur compétitivité internationale, ils revoient les salaires à la baisse, édulcorent la protection contre le licenciement, affaiblissent les syndicats. Pendant ce temps, les pertes d'emplois vont bon train. Dans des pays comme la Grèce et l'Espagne, la moitié des jeunes actifs est aujourd'hui au chômage.

Coup d'état permanent

*“A l'heure qu'il est, le plus gros risque pour l'Europe”*, analyse Patrick Artus, économiste à la banque française Natixis, *“est moins une hausse des taux sur les emprunts obligataires, qu'une crise politique et sociale dans un contexte de hausse spectaculaire du chômage”*.

A intervalles réguliers, selon les règles du jeu démocratique, les victimes de la crise peuvent donner leur avis par la voie des urnes sur les mesures engagées – et les rejeter si elles le souhaitent. Cette possibilité génère de l'incertitude sur les marchés. C'est la raison pour laquelle la classe politique a tout fait, ces derniers mois, pour neutraliser le libre arbitre des électeurs. En Grèce, l'idée d'un référendum sur les mesures d'austérité a ainsi été abandonnée en novembre – les dirigeants politiques allemands et français ont ouvertement menacé d'exclure la Grèce de la zone euro si les Grecs votaient l'abandon de ces mesures.

En Grèce et en Italie, la crise a poussé vers la sortie les chefs de gouvernement élus. Ils ont été remplacés par des *“technocrates”* qui, eux, n'ont pas été élus et ne dépendent donc pas de la volonté des électeurs.

*“La politique en période de crise s'apparente à un coup d'Etat permanent”*, dénonce Joseph Vogel, professeur de littérature. De plus en plus souvent, ce sont des négociations informelles réunissant banquiers, responsables politiques et banquiers centraux qui orientent la politique. Le pouvoir de décision est aujourd'hui aux mains des *“soviets de la finance”*, déplore l'enseignant.

Certes, le peuple est tout de même appelé à voter. Par exemple, en Irlande. Fin mai, l'île votera ou non l'adhésion au pacte budgétaire. Mais la marge de manœuvre des Irlandais n'en est pas moins étroite : le pays dépend des aides du fonds de sauvetage européen – lesquelles ne seront versées que si l'Irlande adhère au pacte budgétaire.

*“La fin de la souveraineté”*

Début mai, les Grecs éliront un nouveau parlement. Afin de mettre le plan de rigueur à l'abri du libre arbitre des électeurs, les vainqueurs pressentis du scrutin – le PASOK [socialiste] et Nouvelle Démocratie [droite] – ont d'ores et déjà été contraints de s'engager à poursuivre la politique de réformes. Reste le problème de la montée des petits partis d'opposition, qui génère de l'incertitude chez des investisseurs que les dissensions politiques effarouchent.

Enfin, il y a l'élection présidentielle française. Le socialiste François Hollande mène le jeu devant Nicolas Sarkozy, le président en place. Hollande veut taxer davantage les riches, mettre un frein à la politique de rigueur et renégocier le pacte budgétaire. Réaction des marchés : en avril, la France a vu une nouvelle fois ses taux s'orienter à la hausse lors d'une adjudication obligataire.

De son côté, Nicolas Sarkozy pousse les Français sur la voie de la réforme. Ce qui implique naturellement des sacrifices pour la population. Mais sans réformes, la France risque de connaître *"le sort de la Grèce ou de l'Espagne"*, met en garde Sarkozy. Il n'existe tout simplement pas d'autre option. En clair : les Français peuvent aller voter. Mais ils n'ont pas le choix.

*Dire aux gens qu'ils n'ont pas le choix revient à leur interdire de s'exprimer et de penser"*, dénonce Ulrich Thielemann, spécialiste allemand de l'éthique des affaires. *"Si l'on ne peut plus évoquer les alternatives possibles, c'est la fin de la démocratie"*. Techniquement, certes, on continuera d'aller voter. *"Mais les gens n'ont plus le droit de choisir, ils n'ont pas d'autre choix que de dire amen à une politique irrévocable – la démocratie ne sert plus dès lors qu'à entériner"*.

L'électorat est aujourd'hui dépossédé de son pouvoir par les marchés, qui accordent ou refusent les crédits nécessaires. *"C'est la fin de la souveraineté"*, assure Ulrich Thielemann. A ses yeux, la politique s'assujettit à la loi des marchés comme s'il s'agissait d'un phénomène naturel. *"Elle aurait aussi pu tout simplement saisir par l'impôt les capitaux qu'elle quémande aujourd'hui"*.

Pour Ulrich Thielemann, la liberté des marchés s'oppose à la liberté de la démocratie. *"Quand l'Etat n'a plus pour seul objectif que de doper la compétitivité, il nous interdit de nous poser cette question qui est au centre de la démocratie : comment voulons-nous vivre ?"*

Traduction : Jean-Baptiste Bor

## Un article de l'AFP et Reuters du 7 mai 2012

### Grèce: Antonis Samaras renonce à former un gouvernement de coalition. (08.05)

Le leader des conservateurs grecs Antonis Samaras du parti de la Nouvelle Démocratie a déclaré forfait lundi soir après avoir échoué à former un gouvernement de coalition, au lendemain d'une défaite historique des deux piliers du système politique grec dont les conséquences inquiètent l'Europe et les marchés.

Lundi, le chef de l'Etat Carolos Papoulias a confié à M. Samaras la tâche de constituer un gouvernement, en vertu de la Constitution qui réserve cette responsabilité au parti arrivé en tête du scrutin législatif de dimanche.

Premier parti avec 18,85% des voix seulement dans un parlement émietté comme jamais, la Nouvelle-Démocratie devait tenter de trouver une majorité pro-austérité et pro-Europe.

Le patron de la droite pro-austérité n'avait que trois jours pour trouver l'improbable formule magique, son équipe gouvernementale ne pouvant voir le jour qu'avec la coopération d'au moins deux autres partis, dont l'un serait forcément hostile à la cure de rigueur mise en oeuvre depuis deux ans pour juguler la crise de la dette.

Il a donc entamé lundi des discussions avec les leaders des formations ayant franchi le seuil des 3% nécessaires pour entrer au parlement, sauf avec le parti néonazi.

Sa proposition d'alliance a d'emblée reçu une fin de non-recevoir d'Alexis Tsipras, dirigeant du désormais premier parti d'opposition, le Syriza (gauche radicale), arrivé à la deuxième place aux législatives, selon lequel *"il ne peut y avoir de gouvernement de salut national avec la droite qui a signé des mesures de rigueur (...), que le peuple a rejetées"*. Le Syriza regroupe différents petits partis de gauche et d'anciens communistes, comme M. Tsipras lui-même.

*"Mme Merkel doit comprendre que la politique d'austérité vient de subir une immense défaite"*, a-t-il dit.

*"Par leur vote, les électeurs grecs ont donné un mandat pour une nouvelle aube pour notre pays, où la solidarité et la justice remplacerait les mesures barbares des plans de renflouement"*, a-t-il poursuivi.

Souvent critiqué par les socialistes pour encourager les émeutes violentes qui ont secoué le pays depuis plusieurs mois, il a su attirer des déçus du Pasok en combattant les mesures d'austérité tout en affichant son souhait de conserver la monnaie unique européenne, sans y voir de contradiction.

*"Nous voulons former un gouvernement qui mette fin à cette austérité dévastatrice et à cette profonde récession (...)"*, déclarait-il à Reuters quelques jours avant le scrutin.

Il s'est dit favorable au gel des remboursements aux créanciers et à la renégociation du plan d'aide.

Dans la soirée, il a essuyé un deuxième refus, celui du chef de la Gauche démocratique (Dimar) Fotis Kouvelis, un nouveau petit parti de gauche pro-européen, plus modéré que le Syriza, qui a obtenu 6,10% des suffrages et a fait son entrée pour la première fois au Parlement.

A l'issue de sa rencontre avec M. Samaras, M. Kouvelis a refusé *"de participer à un gouvernement de coalition droite-Pasok déguisé qui n'est pas compatible avec la volonté du peuple grec"*.

Quant au Parti communiste et au parti des Grecs indépendants, ils n'ont même pas accepté de le rencontrer. Le KKE (8,4%) n'améliore que d'un point son score de 2009, tandis que la Gauche démocratique (6 %) est loin du score que lui prédisaient les sondages.

Or, avec les seuls socialistes du Pasok, ex-partenaire au gouvernement depuis novembre, la ND ne parvient pas à la majorité. Le parti de l'ancien ministre des Finances Evangelos Venizelos obtient le pire score de son histoire avec 13,18% des voix, soit 41 sièges.

Le recours indispensable à un troisième parti est loin d'être évident, car cinq des sept formations du nouveau parlement sont opposées au memorandum d'accord de la Grèce avec ses bailleurs de fonds, qui impose au pays des mesures d'austérité drastique et des réformes structurelles de fonds en échange de leur perfusion financière. Ce bloc anti-rigueur détient la majorité arithmétique du parlement, soit 151 sièges.

Un gouvernement de coalition aurait donc un caractère très fragile. Or le Premier ministre grec sortant Lucas Papademos a rappelé lundi que la Grèce a besoin de "*stabilité*" afin de "*mener à leur terme ses efforts*" pour sortir de la crise.

M. Samaras a donc informé le président Carolos Papoulias de son échec et lui a restitué son mandat. "*J'ai fait ce que j'ai pu pour obtenir un résultat, mais c'était impossible*", a déclaré M. Samaras.

Ce "*mandat exploratoire*" sera remis dès demain à 11h GMT au dirigeant du deuxième parti, M. Tsipras qui de son côté voudrait tenter un gouvernement résolument de gauche qui veut une renégociation avec les partenaires européens de la Grèce sur les mesures d'austérité et demande qu'une partie de la dette grecque soit annulée.

Son score qui lui permet de décrocher 52 sièges au parlement a créé la surprise et traduit une forte poussée de la gauche anti austérité en Grèce.

Si lui aussi devait échouer, le mandat exploratoire sera ensuite confié au troisième parti, le Pasok socialiste. Et en cas de troisième échec, le chef de l'Etat convoquera les leaders des partis parlementaires pour une réunion de la dernière chance, qui peut durer plusieurs jours.

Lundi, le journal Ta Néa (centre-gauche) titrait sur un "*cauchemar: l'impossibilité de former un gouvernement*", en soulignant que de nouvelles élections anticipées ne sont pas exclues.

Certains médias grecs ont déjà évoqué lundi la date du 17 juin pour un nouveau scrutin, nourrissant l'inquiétude perceptible sur les marchés financiers au sujet de la Grèce, à l'aube de ces dix jours cruciaux pour le pays et la zone euro.

La Bourse d'Athènes a dégringolé de 6,6 pour cent lundi.

A Berlin, la chancelière allemande a insisté sur "*la mise en oeuvre des réformes*", qui revêt une "*importance essentielle*". Berlin continue de considérer le plan d'aide européen comme "*la meilleure voie*" pour une sortie de crise. Bruxelles a également appelé le pays à "*respecter ses engagements*".

Pour sortir de l'impasse, les responsables politiques grecs pro-austérité ont timidement esquissé la possibilité d'amender la feuille de route des ajustements exigés par les créanciers du pays.

## **Un article du monde.fr du 8 mai 2012**

### **En Europe, la malédiction des pouvoirs sortants. (09.05)**

L'austérité n'est pas le meilleur programme électoral en Europe. Depuis le déclenchement de la crise financière, puis économique, à l'automne 2008, nombre de gouvernements confrontés aux électeurs en ont fait l'expérience : ils ont été battus.

Cela a été le cas des exécutifs des pays placés sous assistance internationale ou menacés de l'être. Ont été chassés du pouvoir Brian Cowen (Fianna Fail) en Irlande, Georges Papandréou en Grèce, José Socrates au Portugal et José Luis Rodriguez Zapatero en Espagne. A noter que les trois derniers étaient socialistes. Avant eux, les travaillistes britanniques avaient bu la tasse face aux conservateurs de David Cameron.

D'autres gouvernements ont dû céder leur place même en l'absence d'élection. En Italie, la pression européenne a eu raison de Silvio Berlusconi, lâché par sa majorité au profit de Mario Monti. En Roumanie, placée sous surveillance européenne, le gouvernement de centre-droit de Mihai Razvan Ungureanu est tombé, le 27 avril, après le vote d'une motion de censure de l'opposition, au profit du chef de l'opposition de gauche, Victor Ponta.

La sanction des exécutifs sortants n'est cependant pas systématique. Les exceptions concernent toutes des chefs de gouvernement conservateurs. C'est le cas d'Angela Merkel en Allemagne, reconduite en septembre 2009, de Fredrik Reinfeldt, vainqueur des élections en Suède en septembre 2010, et des dirigeants estonien et letton, pourtant à l'origine de politiques d'austérité drastiques.

Commentaire.

C'est en Allemagne et en Suède que la collaboration de classes est la plus avancée, ceci explique cela.



## Un article de l'AFP et 20minutes.fr du 9 mai 2012

### Crise politique en Grèce (suite). (10.05)

Après sa rencontre avec M. Vénizélos, M. Tsipras s'est entretenu mercredi soir avec M. Samaras, chef du parti conservateur Antonis Samaras qui avait tenté lundi de mener à bien cette tâche délicate car son parti est arrivé en tête du scrutin mais sans majorité. Mais il a finalement jeté l'éponge lundi.

*"M. Tsipras veut dénoncer l'accord signé avec nos partenaires européens, ce qui va isoler le pays et le conduit à la sortie de l'euro et à la faillite",* a lancé M. Samaras à l'issue de sa rencontre avec le chef de Syriza.

Alexis Tsipras, chef de file de la Coalition de la gauche radicale Syriza, hostile aux conditions de l'aide internationale à la Grèce, a renoncé mercredi à former un gouvernement.

*«Notre proposition a obtenu un large soutien dans la société mais pas au Parlement. Nous ne serons pas en mesure de réaliser notre rêve de former un gouvernement de gauche. Demain matin, je remettrai mon mandat»,* a-t-il déclaré, s'adressant aux députés de son mouvement, arrivé en deuxième position derrière les conservateurs aux législatives de dimanche.

L'entourage de Tsipras a indiqué mercredi qu'il enverrait une lettre aux dirigeants de l'UE pour leur signifier que le plan d'austérité était désormais caduc au vu des résultats de dimanche.

*"Il va écrire que l'engagement de Samaras et Venizelos (au plan d'aide) représente seulement 32% des votants et que les Grecs ne sont donc plus liés à ce plan",* a dit à Reuters Nikos Papas, responsable du bureau politique du parti. Il a précisé que la lettre serait envoyée au président de la Banque centrale européenne Mario Draghi, au président de la Commission européenne José Manuel Barroso et au président du Conseil européen Herman Van Rompuy.

Selon la Constitution, c'est ensuite au troisième parti, les socialistes du Pasok, que revient la responsabilité d'un ultime tour de table en vue d'une coalition.

Si M. Vénizélos échoue, le président Carolos Papoulias doit convoquer tous les partis pour une ultime tentative de former un gouvernement *"d'unité nationale"*.

Evangélos Vénizélos, le dirigeant du parti socialiste (Pasok), a affirmé mercredi qu'il allait être chargé par le chef de l'Etat Carolos Papoulias de former un gouvernement de coalition, anticipant ainsi l'échec du leader de la gauche radicale Alexis Tsipras.

*"Je vais recevoir le mandat (pour former un gouvernement) et continuer l'effort national",* a indiqué M. Vénizélos à l'issue d'une rencontre infructueuse avec M. Tsipras, qui est actuellement le deuxième chef de parti politique à essayer de nouer des alliances en vue d'une coalition gouvernementale après les élections de dimanche.

*"Il s'est avéré après notre discussion avec M. Tsipras qu'on ne peut pas actuellement arriver à une solution précise et donc, avec le mandat que je recevrai demain (jeudi), je vais continuer les efforts pour former un gouvernement d'espoir, de sécurité et de perspective",* a ajouté M. Vénizélos.

Les cinq autres partis représentés au Parlement sont tous opposés aux programmes d'assainissement des finances publiques obtenus en contrepartie de leur aide par la "troïka" des bailleurs de fonds de la Grèce.

Un accord avec le Pasok et un engagement de Nouvelle Démocratie à s'abstenir lors du vote d'investiture pourraient néanmoins faire émerger un gouvernement, qui serait cependant très fragile. Samaras a du reste indiqué qu'il était prêt à tolérer un gouvernement minoritaire qui garantirait le maintien de la Grèce dans la zone euro, mais a jugé que Tsipras n'offrait pas cette garantie.

Hormis la convocation de nouvelles élections dans un délai de trois à quatre semaines, la seule façon de sortir de l'impasse serait de renégocier les termes du renflouement. Mais cette solution est pour l'heure fermement rejetée par les bailleurs de fonds et certains pays d'Europe du Nord.

*Le pays se dirige la tête la première vers une catastrophe",* écrivait lundi l'éditorialiste du quotidien Kathimerini.

*"Si un gouvernement de salut national n'est pas formé dans les prochains jours, l'organisation de nouvelles élections deviendra inévitable."*

## Un article de l'AFP et Reuters du 7 mai 2012

### Grèce: Antonis Samaras renonce à former un gouvernement de coalition. (08.05)

Le leader des conservateurs grecs Antonis Samaras du parti de la Nouvelle Démocratie a déclaré forfait lundi soir après avoir échoué à former un gouvernement de coalition, au lendemain d'une défaite historique des deux piliers du système politique grec dont les conséquences inquiètent l'Europe et les marchés.

Lundi, le chef de l'Etat Carolos Papoulias a confié à M. Samaras la tâche de constituer un gouvernement, en vertu de la Constitution qui réserve cette responsabilité au parti arrivé en tête du scrutin législatif de dimanche.

Premier parti avec 18,85% des voix seulement dans un parlement émietté comme jamais, la Nouvelle-Démocratie devait tenter de trouver une majorité pro-austérité et pro-Europe.

Le patron de la droite pro-austérité n'avait que trois jours pour trouver l'improbable formule magique, son équipe gouvernementale ne pouvant voir le jour qu'avec la coopération d'au moins deux autres partis, dont l'un serait forcément hostile à la cure de rigueur mise en oeuvre depuis deux ans pour juguler la crise de la dette.

Il a donc entamé lundi des discussions avec les leaders des formations ayant franchi le seuil des 3% nécessaires pour entrer au parlement, sauf avec le parti néonazi.

Sa proposition d'alliance a d'emblée reçu une fin de non-recevoir d'Alexis Tsipras, dirigeant du désormais premier parti d'opposition, le Syriza (gauche radicale), arrivé à la deuxième place aux législatives, selon lequel *"il ne peut y avoir de gouvernement de salut national avec la droite qui a signé des mesures de rigueur (...), que le peuple a rejetées"*. Le Syriza regroupe différents petits partis de gauche et d'anciens communistes, comme M. Tsipras lui-même.

*"Mme Merkel doit comprendre que la politique d'austérité vient de subir une immense défaite"*, a-t-il dit.

*"Par leur vote, les électeurs grecs ont donné un mandat pour une nouvelle aube pour notre pays, où la solidarité et la justice remplacerait les mesures barbares des plans de renflouement"*, a-t-il poursuivi.

Souvent critiqué par les socialistes pour encourager les émeutes violentes qui ont secoué le pays depuis plusieurs mois, il a su attirer des déçus du Pasok en combattant les mesures d'austérité tout en affichant son souhait de conserver la monnaie unique européenne, sans y voir de contradiction.

*"Nous voulons former un gouvernement qui mette fin à cette austérité dévastatrice et à cette profonde récession (...)"*, déclarait-il à Reuters quelques jours avant le scrutin.

Il s'est dit favorable au gel des remboursements aux créanciers et à la renégociation du plan d'aide.

Dans la soirée, il a essuyé un deuxième refus, celui du chef de la Gauche démocratique (Dimar) Fotis Kouvelis, un nouveau petit parti de gauche pro-européen, plus modéré que le Syriza, qui a obtenu 6,10% des suffrages et a fait son entrée pour la première fois au Parlement.

A l'issue de sa rencontre avec M. Samaras, M. Kouvelis a refusé *"de participer à un gouvernement de coalition droite-Pasok déguisé qui n'est pas compatible avec la volonté du peuple grec"*.

Quant au Parti communiste et au parti des Grecs indépendants, ils n'ont même pas accepté de le rencontrer. Le KKE (8,4%) n'améliore que d'un point son score de 2009, tandis que la Gauche démocratique (6 %) est loin du score que lui prédisaient les sondages.

Or, avec les seuls socialistes du Pasok, ex-partenaire au gouvernement depuis novembre, la ND ne parvient pas à la majorité. Le parti de l'ancien ministre des Finances Evangelos Venizelos obtient le pire score de son histoire avec 13,18% des voix, soit 41 sièges.

Le recours indispensable à un troisième parti est loin d'être évident, car cinq des sept formations du nouveau parlement sont opposées au memorandum d'accord de la Grèce avec ses bailleurs de fonds, qui impose au pays des mesures d'austérité drastique et des réformes structurelles de fonds en échange de leur perfusion financière. Ce bloc anti-rigueur détient la majorité arithmétique du parlement, soit 151 sièges.

Un gouvernement de coalition aurait donc un caractère très fragile. Or le Premier ministre grec sortant Lucas Papademos a rappelé lundi que la Grèce a besoin de "*stabilité*" afin de "*mener à leur terme ses efforts*" pour sortir de la crise.

M. Samaras a donc informé le président Carolos Papoulias de son échec et lui a restitué son mandat. "*J'ai fait ce que j'ai pu pour obtenir un résultat, mais c'était impossible*", a déclaré M. Samaras.

Ce "*mandat exploratoire*" sera remis dès demain à 11h GMT au dirigeant du deuxième parti, M. Tsipras qui de son côté voudrait tenter un gouvernement résolument de gauche qui veut une renégociation avec les partenaires européens de la Grèce sur les mesures d'austérité et demande qu'une partie de la dette grecque soit annulée.

Son score qui lui permet de décrocher 52 sièges au parlement a créé la surprise et traduit une forte poussée de la gauche anti austérité en Grèce.

Si lui aussi devait échouer, le mandat exploratoire sera ensuite confié au troisième parti, le Pasok socialiste. Et en cas de troisième échec, le chef de l'Etat convoquera les leaders des partis parlementaires pour une réunion de la dernière chance, qui peut durer plusieurs jours.

Lundi, le journal Ta Néa (centre-gauche) titrait sur un "*cauchemar: l'impossibilité de former un gouvernement*", en soulignant que de nouvelles élections anticipées ne sont pas exclues.

Certains médias grecs ont déjà évoqué lundi la date du 17 juin pour un nouveau scrutin, nourrissant l'inquiétude perceptible sur les marchés financiers au sujet de la Grèce, à l'aube de ces dix jours cruciaux pour le pays et la zone euro.

La Bourse d'Athènes a dégringolé de 6,6 pour cent lundi.

A Berlin, la chancelière allemande a insisté sur "*la mise en oeuvre des réformes*", qui revêt une "*importance essentielle*". Berlin continue de considérer le plan d'aide européen comme "*la meilleure voie*" pour une sortie de crise. Bruxelles a également appelé le pays à "*respecter ses engagements*".

Pour sortir de l'impasse, les responsables politiques grecs pro-austérité ont timidement esquissé la possibilité d'amender la feuille de route des ajustements exigés par les créanciers du pays.

## Un article de Reuters du 13 mai 2012

### Poursuite lundi des négociations en Grèce. (14.05)

Le président grec Karolos Papoulias a prévu de rencontrer à nouveau lundi soir les dirigeants de quatre partis politiques pour poursuivre les négociations visant à former un gouvernement d'union nationale, indique une source présidentielle.

Le premier round des négociations avec les chefs de file des sept partis qui ont obtenu des représentants au parlement lors des élections législatives du 6 mai s'est soldé par un constat d'échec, dimanche.

La reprise du dialogue s'annonce compliquée puisque le chef de file de la Coalition de la gauche radicale (Syriza) a décidé de ne pas se rendre à la convocation présidentielle.

*"Alexis Tsipras ne participera pas à la réunion de demain"*, a dit Nikos Pappas, responsable du parti.

Les trois grands partis grecs sont Nouvelle Démocratie (droite), le Pasok (socialiste) et la Coalition de la gauche radicale (Syriza).

Nouvelle Démocratie et le Pasok sont favorables à la mise en place du plan européen de sortie de la crise de la dette tandis que Syriza y est opposé.

*"Les rencontres se poursuivront demain à 19h30 (16h30 GMT)"*, a dit un responsable. *"Il y aura une rencontre avec les dirigeants des trois grands partis et avec (le leader de la Gauche démocratique Fotis) Kouvelis"*, a dit ce responsable.

La Gauche démocratique a annoncé que Kouvelis participera à ce nouveau tour de table en dépit de l'absence de Syriza.

Kouvelis a affirmé à plusieurs reprises qu'il ne participera pas à un gouvernement dans lequel ne serait pas présent Tsipras.

## Un article de l'AFP du 13 mai 2012

### Allemagne: débâcle pour le camp Merkel dans un scrutin régional important. (14.05)

A 16 mois des législatives allemandes, les conservateurs d'Angela Merkel ont subi une débâcle au cours d'un scrutin régional test, alors que l'opposition fédérale sociale-démocrate, opposée à la politique d'austérité de la chancelière, a bénéficié d'un sérieux coup de pouce.

Selon les résultats provisoires à 18H00 GMT, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel a perdu environ 8 points par rapport à 2010 à 26,3% aux élections en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le Land le plus peuplé d'Allemagne avec 18 millions d'habitants.

Cette débâcle des conservateurs sonne comme un avertissement pour la chancelière au pouvoir depuis 2005 et réélue en 2009, même si cette région dominée par les villes de Düsseldorf et Cologne est un bastion historique de la gauche.

Une semaine après que les électeurs en Grèce et en France ont montré qu'ils ne voulaient plus de politique d'austérité, les Allemands de Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont opté pour le SPD, critique de la politique rigoriste de Mme Merkel.

Le Parti social-démocrate (SPD) emmené par la dirigeante sortante de la région Hannelore Kraft, qui jouit d'une forte cote de popularité, a obtenu 39% des suffrages, soit 4,5 points de plus qu'en 2010, selon ces résultats partiels.

"*Quelle belle soirée!*", a lancé Mme Kraft.

"*C'est une défaite cinglante pour Angela Merkel et la CDU*", a commenté la secrétaire générale du SPD, Andrea Nahles, tandis que son président Sigmar Gabriel y voyait "*un bon début*" avant les législatives de 2013.

De son côté le chef de file de la CDU dans cette région, le ministre fédéral de l'Environnement Norbert Röttgen, a résumé: "*Cette défaite est amère, nette et elle fait très mal*".

"*C'est la défaite de la CDU et avant tout ma défaite*", a-t-il ajouté, en annonçant sa démission de la direction régionale du parti.

"*Ce résultat dépasse de loin nos craintes*", a également reconnu l'un des hauts responsables du parti, Peter Altmeier.

Le SPD devrait former une coalition avec les Verts, stables avec 11,5% des voix.

L'allié libéral de la CDU au niveau fédéral, le FDP, un "*faucon*" en matière d'austérité, s'en sort mieux que prévu après une descente aux enfers depuis plus d'un an. Il recueille 8,4% des voix dans cet Etat industriel.

Le Parti des Pirates, le jeune mouvement contestataire qui a le vent en poupe, fait son entrée dans le Parlement régional, le quatrième à son actif, avec 7,7% des suffrages. Die Linke (extrême gauche) en sort.

Avant la tenue du vote, les analystes estimaient toutefois que l'impact serait limité pour la chancelière, qui jouit toujours d'une grande popularité personnelle.

Les Allemands lui savent gré de promouvoir l'austérité budgétaire pour améliorer la situation de la zone euro mal en point. Selon un sondage réalisé pour l'hebdomadaire Stern, 59% d'entre eux refusent des mesures pour soutenir la croissance qui se traduiraient par de nouvelles dettes.

Elle devrait s'exprimer sur ces résultats lundi à 11h00 GMT.

Pourtant, estimait la presse, les conséquences au niveau européen pourraient s'avérer plus importantes que prévu pour Mme Merkel, qui recevra mardi François Hollande, investi président français le matin même.

*"Si en Europe l'impression se propage que Merkel est une chancelière en perte de vitesse, son influence et son pouvoir devraient diminuer", juge le Hamburger Abendblatt. Pour le Financial Times Deutschland (FTD), "Merkel doit composer avec un SPD qui prend clairement ses distances" de la politique d'austérité. "L'adoption du pacte européen budgétaire, qui nécessite les deux tiers des voix (des députés) sera une lourde tâche".*

La Rhénanie-du-Nord-Westphalie pèse lourd dans la vie politique fédérale: en 2005, après avoir essuyé une défaite électorale dans ce Land, le chancelier Gerhard Schröder avait convoqué des élections législatives anticipées et permis l'arrivée d'Angela Merkel au pouvoir.

## Un article du monde.fr du 15 mai 2012

### Au Portugal, un système de santé anesthésié par l'austérité. (16.05)

C'est un service de pointe, dans lequel s'investit une équipe enthousiaste, mais un service coupé en deux. A l'hôpital São João de Porto, l'un des principaux hôpitaux publics du Portugal, 240 lits accueillent les patients en médecine interne, un service pluridisciplinaire qui permet de traiter des pathologies complexes, au carrefour de plusieurs spécialités.

D'un côté, le service offre toutes les prestations d'un hôpital ultramoderne : une infirmerie accessible derrière de larges baies vitrées, des chambres d'un à trois lits, avec salle de bain privée, des salles de repos pour accueillir les familles. Mais une autre aile, non rénovée, offre une autre vision : des dortoirs de quatre à huit lits, sans séparation de rideau et sans placards pour les effets personnels, avec sanitaires communs dans le couloir. Les équipes médicales mettent le même enthousiasme à soigner les patients des deux ailes, mais ce service hospitalier à l'ambiance parfois schizophrénique est à l'image du système de santé portugais : en avance dans de nombreux domaines, mais aux fondements menacés.

Un glissement sémantique symbolise les changements en cours dans le domaine de la santé au Portugal. De "*doentes*" ("malades"), les patients du service public de santé sont progressivement devenus des "*clientes*" ("clients"). Antonio Ferreira, directeur de l'hôpital São João, utilise tour à tour les deux vocables dans les entretiens qu'il accorde. Parmi les médecins généralistes (appelés "médecins de famille" au Portugal), le terme de "*clientes*" s'est répandu et fait débat sur les blogs dédiés à la santé. En prenant ses fonctions il y a un an, le bâtonnier de l'Ordre des médecins, José Manuel Silva, dénonçait au Correio da Manhã ce changement lexical. Pour lui, quelque chose s'est brisé dans le Service national de santé (SNS) portugais.

Le SNS est une fierté, un acquis de la "*révolution des œillets*" de 1974, à la suite de laquelle le droit à la protection de la santé gratuite pour tous a été inscrit dans la Constitution. Inspiré par le National Health Service britannique, le SNS a permis au Portugal de s'élever au rang des nations en pointe sur les questions de santé, selon les classements de l'OCDE. Le Portugal est ainsi le premier pays en termes de réduction de la mortalité infantile et parmi les pays qui ont une espérance de vie en plus forte progression.

Mais les restrictions budgétaires ont fait naître des doutes : le principe constitutionnel d'une santé de qualité et gratuite pour tous est-il encore garanti ? "*Nous sommes en train de revenir trente ans en arrière, déplore Cristina Costa, présidente du Sindicato da saúde, un syndicat de Porto des personnels de santé. Nous avons actuellement le meilleur système de santé que notre pays ait connu, mais l'Etat est en train de le torpiller*", résume-t-elle.

L'une des principales difficultés pour les Portugais est l'accès aux centres hospitaliers. Dans le préfabriqué qui accueille les consultations ambulatoires de São João ("*le préfabriqué est une solution provisoire*", expliquent les services administratifs de l'hôpital, "*mais qui dure depuis une vingtaine d'années*"), Elisabete Ferreira, une Portuane de 39 ans opérée en mars d'une hernie discale, attend son rendez-vous de suivi. "*Mon hernie a été détectée en août. J'ai obtenu un rendez-vous au bout de quatre mois avec une neurochirurgienne, puis celle-ci m'a mise sur liste d'attente pour une opération.*" En mars, Mme Ferreira a reçu un appel la prévenant d'un désistement : elle serait opérée le lendemain matin. "*J'ai eu de la chance car je n'ai attendu que sept mois. Mais quand on a des douleurs, sept moi, cela peut paraître très long.*" La neurochirurgienne d'Elisabete Ferreira l'a également envoyée faire une consultation en rhumatologie. Mais avec une liste d'attente de six mois, Elisabete aura finalement été opérée avant d'avoir son rendez-vous.

Un peu plus loin, Clarinda Marques patiente depuis plus de trois heures dans le service de pneumologie. Opérée il y a vingt-six ans d'une tumeur au poumon, Mme Marques, petite femme frêle de 56 ans, est suivie une fois par an à l'hôpital. "*Mes rendez-vous, je les prends d'une année sur l'autre, souligne-t-elle. Une fois opérée, j'étais dans le système et le suivi était facile. Ma seule réclamation, c'est que les horaires des rendez-vous soient respectés. Quand on vient consulter, il faut prendre une journée de congé car on ne sait jamais à quelle heure on va passer.*"

Pour les situations moins urgentes, l'attente est parfois décourageante. Elisabete Portela avait obtenu en juin 2011 une lettre de recommandation de son médecin traitant - sésame indispensable pour un rendez-vous en hôpital - afin de consulter un dermatologue pour un grain de beauté sur la poitrine. "*Je viens tout*

*juste d'être convoquée pour un rendez-vous le 23 mai. Je pensais que ma demande de consultation avait été refusée.*" Pour sa myopie et son astigmatisme, cette professeure d'anglais de 26 ans a en revanche renoncé à se faire suivre dans le public et consulte un ophtalmologue en clinique.

Le directeur de São João a conscience des difficultés de nombreux patients à obtenir des rendez-vous et de la fuite de certains vers le privé. L'objectif au niveau national est que les délais ne dépassent jamais onze mois. A São João, ils étaient en moyenne de 3,2 mois en 2011, un temps d'attente divisé par deux par rapport à 2009, et dont le président se dit fier, même s'il ne reflète pas les disparités selon les spécialités.

Antonio Ferreira dirige son hôpital comme une entreprise, en bon gestionnaire. *"Pour moi, il est indispensable que l'hôpital soit autosuffisant en matière financière. C'est la seule façon de garantir notre premier devoir : accueillir les malades dans un établissement modernisé."* Son cheval de bataille : la chasse aux heures supplémentaires, très coûteuses pour l'administration, réduites de moitié en six ans dans son établissement (elles représentaient 6,5 % des dépenses en ressources humaines en 2011).

Son autre combat porte sur l'acquisition de matériel et de médicaments pour lequel il s'est associé à d'autres hôpitaux de la région. L'objectif est d'acheter groupé et de négocier les prix au plus serré. *"Je suis convaincu qu'il est possible de maintenir le Service national de santé, mais il faut en réduire les coûts et rationaliser le système"*, justifie M. Ferreira. Son regret : que l'austérité ne vise pas davantage le système privé qui, selon lui, sort gagnant des coupes budgétaires, notamment car les fonctionnaires bénéficient d'avantageuses conditions de remboursement pour consulter en clinique.

La santé est l'objectif prioritaire des coupes définies par la troïka (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne et Union européenne), qui a imposé en 2011 une cure d'austérité au Portugal, en échange d'une aide de 78 milliards d'euros étalée jusqu'en juin 2014. Le gouvernement de Pedro Passos Coelho, élu en juin, s'est appliqué avec zèle à suivre l'ordonnance établie par les créanciers, réduisant le budget de la santé de 9 % en 2011, en économisant 710 millions d'euros. Les mesures de réduction des coûts doivent s'intensifier en 2012, puisque l'Etat entend alléger d'encore 800 millions d'euros les dépenses de santé, en rationalisant et regroupant des services, en réduisant ses remboursements et en augmentant les forfaits modérateurs.

L'Etat a d'abord drastiquement réduit les remboursements de médicaments, faisant grimper la facture de pharmacie des citoyens de 3 % en 2011. Au 1er janvier, les tickets modérateurs ont par ailleurs doublé pour tous les services de santé : une consultation en centre de santé coûte désormais 5 euros - non remboursés - au patient, contre 2,25 euros auparavant ; un passage dans un service d'urgences hospitalières est facturé 20 euros, contre 9,60 euros jusqu'en 2011. Ces tarifs font bondir Manuel Vilas Boas, porte-parole du Mouvement des usagers du service public pour la région Nord : *"A 20 euros le passage aux urgences, le ticket modérateur a perdu de sa fonction modératrice !"*

Les services hospitaliers justifient ce doublement du ticket par le besoin de rationaliser le recours aux urgences. Le directeur de São João estime que le problème est *"culturel"* : trop de Portugais vont aux urgences pour des problèmes que leur médecin traitant pourrait soigner, avance Antonio Ferreira. *"Au Portugal, nous avons un nombre d'urgences plus élevé que dans le reste de l'Europe, confirme João Sá, chef du service des urgences de São João : 700 urgences pour 1 000 habitants par an, contre 400 en moyenne pour 1 000 habitants dans le reste de l'Europe."* En parallèle, les Portugais consultent moins leurs médecins : 4,1 consultations par an en moyenne en 2010, selon l'OCDE, contre 6,9 consultations par Français, par exemple. Les tickets modérateurs ont alors pour objectif d'encourager les Portugais à se tourner davantage vers leur centre de santé - contrairement à la France, où les médecins traitants exercent majoritairement en libéral, les médecins de famille portugais sont regroupés en centres gérés par le ministère de la santé.

Les chiffres semblent parler en faveur de l'administration hospitalière. Depuis l'annonce du doublement du prix du ticket modérateur, à l'été 2011, le nombre d'urgences bénignes a diminué à São João, tandis que celui des urgences graves est resté stable, explique João Sá. L'effet dissuasif du ticket modérateur s'appliquerait donc surtout aux complications mineures.

Encore faut-il que les centres de santé soient accessibles. La région de Porto est bien pourvue en infrastructures médicales, mais les zones rurales pâtiennent d'un cruel manque de médecins et, bien que les estimations soient invérifiables, de nombreux Portugais n'ont pas de médecin traitant. Pour y remédier, les



autorités portugaises ont commencé à nettoyer la liste des inscrits : depuis janvier, dans la région de Lisbonne, toute personne ne s'étant pas rendue dans un centre de santé depuis trois ans en est radiée. La mesure doit mettre fin aux double inscriptions : les bases de données recensaient en effet 12 millions d'inscrits au SNS, alors que le Portugal ne compte que 10,5 millions d'habitants !

Dans un numéro spécial consacré aux questions de santé, le Jornal de Negocios mettait en garde le 26 avril contre la "bombe à retardement" que pourrait représenter la santé en 2012. Selon le quotidien économique, la troïka continue de considérer la santé comme un domaine "*à haut risque*" pour les finances publiques. Les Portugais se préparent donc à ce que l'austérité s'intensifie, mais jusqu'à quel point ? Les leaders historiques de la "*révolution des œilletons*" - qui ont boycotté les commémorations cette année - ont averti des limites de l'austérité. A l'automne, l'ancien président Mario Soares, chef historique du Parti socialiste, avait fait grand bruit en publiant un livre (*Um politico assume-se*) dans lequel il considérait que les mesures d'austérité mettaient en péril la démocratie portugaise. "*Le Service national de santé, les retraites sociales, la dignité au travail, la gratuité de l'enseignement... tout ceci risque d'être perdu, écrivait-il. Mais c'est aussi la démocratie elle-même qui peut être remise en cause à cause des exigences des marchés spéculatifs.*" Dans les salles d'attente des hôpitaux, les Portugais redoutent eux aussi une bombe, sociale et humaine.

## Un article de l'AFP du 15 mai 2012

### La Grèce de nouveau aux urnes en juin. (16.05)

La Grèce va devoir retourner aux urnes d'ici fin juin après l'échec de la formation d'un gouvernement de coalition.

La Grèce traverse une période de vide politique après l'échec d'une réunion de dernière chance mardi des dirigeants des partis sous l'égide du président de la République Carolos Papoulias pour la constitution d'un gouvernement de coalition.

*"Nous allons hélas de nouveau vers des élections, dans quelques jours, dans de très mauvaises conditions",* a affirmé le dirigeant des socialistes Pasok et ex-ministre des Finances Evangélos Vénizélos, faisant allusion à la situation grave des finances du pays et au risque d'une sortie de la zone euro.

Lors des législatives du 6 mai en Grèce, au cours desquelles aucune majorité ne s'est dégagée, les deux piliers du système politique du pays, la Nouvelle-Démocratie (droite) et le Pasok (socialiste), ont été sanctionnés pour l'austérité imposée et dictée par les créanciers en échange des prêts internationaux pour éviter au pays la faillite.

L'échec des tractations pour trouver un gouvernement de coalition depuis dix jours a ravivé les inquiétudes sur une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro.

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde a évoqué mardi à Paris la possibilité d'une *"sortie ordonnée"* de la Grèce de la zone euro, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision France 24.

*"Si les engagements budgétaires de ce pays n'étaient pas tenus, il y a des révisions appropriées à faire et cela veut dire soit des financements supplémentaires et du temps supplémentaire soit des mécanismes de sortie qui devrait être une sortie ordonnée dans ce cas",* a-t-elle déclaré.

Selon les médias grecs, la date la plus probable du nouveau scrutin est le 17 juin, soit un mois après la proclamation officielle des législatives.

La date devrait a priori être connue lors d'une réunion des chefs de partis mercredi à 10H00 GMT sous l'égide du président de la République Carolos Papoulias, destinée à former un gouvernement dit *"de service"*, uniquement chargé d'expédier les affaires courantes et d'organiser le scrutin.

Antonis Samaras, chef de la Nouvelle-Démocratie, arrivé en tête du scrutin du 6 mai mais sans majorité, a mis en garde contre *"le populisme aventuriste"* de la gauche en dénonçant, comme M. Vénizélos, le refus d'Alexis Tsipras, chef de la Gauche radicale Syriza, de participer à un gouvernement de coalition.

De même, Fotis Kouvelis, le chef de la petite formation de gauche modérée Dimar qui a refusé d'apporter ses 19 députés en renfort d'une alliance conservateurs-socialistes, a imputé le naufrage à M. Tsipras.

Rejetant ces critiques, M. Tsipras, dont la formation a créé la surprise le 6 mai en devenant le deuxième parti de Grèce avec 16,7% des voix et 52 députés, a rétorqué que *"les partis du mémorandum (droite et socialistes) avaient refusé d'adopter ses propositions"* en mettant la gauche *"devant le dilemme: mémorandum (plan d'austérité ou élections)",* ce qui équivaut pour lui à une sorte de *"chantage"*.

*"J'ai fait tous les efforts possibles pour un gouvernement progressiste qui respecterait le vote du peuple. Notre principal axe est l'annulation des coupes dans les salaires et les retraites",* a ajouté M. Tsipras, qui a axé sa campagne électorale sur le rejet de la rigueur.

Le maintien de la Grèce dans la zone euro sera *"le dilemme"* posé par *"les prochaines élections"*, a estimé mardi soir le ministre socialiste grec sortant des Finances, Philippos Sahinidis à la télévision grecque Mega.

*"La Grèce se trouve à un point crucial (...) le dilemme est le maintien du pays dans l'euro, non parce que certains vont tenter de nous faire sortir, mais parce que nous ne serons pas capables de répondre à nos engagements qui nous garantissent notre maintien dans l'euro", a dit M. Sahinidis, qui avait participé lundi soir à une réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles.*

## Un article de mondialisation.ca du 15 mai 2012

### Le président Hollande veut une Europe fédérale : le piège du « *pacte de croissance* ». (16.05)

« *Le changement c'était maintenant* ». Dans une démonstration quasi-hystérique de joie, les Français présents à la Bastille ont cru que c'était la fin de l'austérité et le début d'une croissance économique pour la France. Ils se sont fait avoir.

Dans son programme, le candidat Hollande avait inscrit qu'il allait proposer à ses partenaires européens un « *mémorandum détaillé proposant un Pacte de responsabilité, de croissance et de gouvernance pour modifier et compléter le Traité de stabilité et réorienter la construction européenne vers la croissance* ». Les mots qu'il faut retenir ici sont « *modifier* » et « *compléter* ». Il n'y a aucune annulation de ce traité de mesures d'austérité de prévu, on ne demandera que d'ajouter un « *volet croissance* » afin de le « *compléter* ».

Donc, la question à se poser est : quelle est la nature de ce « *Pacte de responsabilité, de croissance et de gouvernance* ». La réponse n'est pas venue du nouveau Président Hollande lui-même, mais plutôt de Pascal Lamy (Directeur de l'Organisation mondiale du commerce) et de Jacques Attali (ancien président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement).

Dans un article publié dans le Monde, signé par Attali et Lamy et intitulé « *Construisons une Europe de la relance !* », les auteurs plaident pour une fédéralisation de l'Europe : c'est-à-dire de faire de l'Europe une entité politique et économique supranationale au détriment de la souveraineté nationale de la France. Les propositions pour « *rétablir la croissance* » sont celles-ci : créer un Trésor européen et créer des euro-obligations financées par un impôt européen qui prendrait la forme d'une taxe carbone payée par tous les Européens et d'une taxe sur les transactions financières.

Si on lit le programme de François Hollande, c'est exactement ce qu'on y trouve : « *Je renégocierai le traité européen issu de l'accord du 9 décembre 2011 en privilégiant la croissance et l'emploi, et en réorientant le rôle de la Banque centrale européenne dans cette direction. Je proposerai de créer des euro-obligations.* » Donc, il ne fait aucun doute que le « *Pacte de responsabilité, de croissance et de gouvernance* » est en fait le Pacte Attali-Lamy.

Il faut noter qu'au niveau européen Nicholas Sarkozy avait exactement le même programme et il aurait lui aussi, sans l'ombre d'un doute, suivi les conseils de Lamy et Attali.

#### Le piège de la taxe carbone et de la taxe sur les transactions financières

La légitimité de la taxe carbone ne repose que sur le prétexte que l'activité humaine est responsable d'un réchauffement climatique planétaire à travers ses émissions de CO<sub>2</sub>. Que l'on croit ou non à la véracité scientifique de ce prétexte, il est fort peu probable qu'une taxe carbone changerait quoi que ce soit aux températures enregistrées sur la Terre. Cette taxe, qui serait appliquée à toutes les facettes de la vie humaine (car le carbone est une base de la vie sur Terre), ne serait payée que par le contribuable européen. Il ne s'agit en fait que d'une taxe parmi tant d'autres, mais qui est justifiée par un prétexte environnemental pour faire vibrer la corde sensible de tous ceux qui veulent préserver l'environnement. En somme, le discours social répandu est : si tu es contre la taxe carbone, tu es un destructeur de l'environnement. Ce qui est un faux discours qui n'a aucune véracité. Il faut aussi rappeler que la taxe carbone n'est pas une initiative populaire, mais plutôt une initiative inventée par des banquiers comme ceux du Fonds monétaire international. Il va de soi qu'une taxe carbone appliquée à l'échelle européenne (voire mondiale) viendrait diminuer davantage le pouvoir d'achat des habitants de tous les pays d'Europe et augmenterait leur fardeau fiscal qui est déjà très lourd. Il est aussi à noter que Lamy et Attali ne mentionnent pas que cette taxe servira à baisser la température globale de la Terre, mais servira plutôt à renflouer les coffres de l'Union européenne. Quant à la taxe sur les transactions financières, elle plait bien sûr à tous ceux qui voudraient se venger des banques qui sont responsables de la crise économique actuelle. « *Aux banques de payer!* », crient les défenseurs de cette taxe. Encore là, il s'agit d'un piège. Premièrement, les banques internationales telles que le FMI, la Banque mondiale ou la Banque des règlements internationaux ne seront pas touchées par cette taxe. En fait, ce ne sont que les plus petites institutions financières au niveau national qui auront à payer cette taxe. De plus, il est fort probable que le paiement de cette taxe sera transmise à monsieur et madame tout le monde. Si l'on en croit les dires du Directeur du Département des finances publiques du

FMI, Carlo Cottarelli : « *Une taxe sur les transactions financières ne vise pas à réduire le risque systémique et ne permet pas de taxer efficacement les rentes du secteur financier — la charge risque fort d'être répercutée sur le consommateur ordinaire.* » Vous aurez été avertis.

Selon ce qu'on peut lire dans les journaux en France, Jacques Attali (ainsi que Pascal Lamy) serait « *proche de François Hollande* ». En effet, dans une chronique publiée dans l'Express, Attali raconte que François Hollande « *débarqua dans mon bureau en octobre 1980, avec sa compagne Ségolène Royal, et me proposa ses services pour travailler à la campagne de François Mitterrand* ». Attali profite de cette chronique pour encenser le nouveau président élu, faisant une liste de toutes ses qualités et aucun de ses défauts. Il révèle également le véritable objectif, la priorité des priorités de Hollande comme président : la création d'une Europe fédérale. Il écrit : « *A l'école de François Mitterrand, il a appris que rien n'est plus important que la justice sociale et l'Europe. Mais que, s'il faut choisir entre les deux objectifs, il faut privilégier l'Europe* ». On ne peut être plus clair que ça ! La justice sociale passe en deuxième !

La création d'une entité politique supranationale que serait les Etats-Unis d'Europe est une étape vers la création d'un autre : le gouvernement mondial. Jacques Attali est probablement le plus grand promoteur de ce gouvernement mondial, il est un des seuls à en faire la demande sur toutes les tribunes qu'on lui offre. Dans son livre « *Demain, qui gouvernera le monde ?* », Attali défend ce point de vue et ose même dire que ce « *gouvernement existera un jour. Après un désastre, ou à sa place* ». Des mots qui font présager le pire...

Il n'y a donc plus de doutes sur les véritables objectifs du gouvernement de François Hollande. D'abord, accentuer l'intégration politique et économique de l'Europe, voire créer le super-gouvernement des Etats-Unis d'Europe. Puis, à plus long terme, travailler à l'avènement d'un gouvernement mondial, ou comme Nicholas Sarkozy aimait le dire pendant sa dernière campagne électorale : aller vers un Nouvel ordre mondial.

La majorité des Français qui ont cru, en passant simplement de l'UMP au Parti socialiste, que la France était sauvée, ces derniers seront amèrement déçus dans les prochaines années. Dire que certains vous avaient avertis et vous ne les avez pas écoutés.

## Un article de Reuters du 16 mai 2012

### Un juge va diriger la Grèce jusqu'aux élections du 17 juin. (17.05)

La Grèce a chargé mercredi le président du Conseil d'Etat de mener un gouvernement provisoire jusqu'aux nouvelles élections législatives prévues le 17 juin, après l'échec des tractations en vue de former un gouvernement de coalition.

Après avoir rencontré le président Karolos Papoulias, les dirigeants de plusieurs partis représentés au parlement ont nommé comme chef provisoire du gouvernement Panagiotis Pikrammenos, qui préside le Conseil d'Etat grec.

Les législatives du 6 mai n'ont pas permis de faire émerger une majorité stable et le chef de l'Etat, dont les pouvoirs sont limités, a été contraint d'en appeler à de nouvelles élections.

Le principal parti de droite, Nouvelle Démocratie (ND), avait obtenu 108 des 300 sièges à pourvoir à la Vouli, le Parlement grec, devant la Coalition de la gauche radicale (Syriza), 52 élus, et le Pasok (socialiste), 41 députés.

Selon un sondage, la gauche radicale consoliderait sa percée et pourrait même devenir le plus important groupe parlementaire à la faveur des élections de juin. L'enquête de l'institut VPRC entre le 10 et le 14 mai montre que Syriza passerait de près de 17% lors des élections du 6 mai à plus de 20% des suffrages.

Cette nouvelle poussée se traduit par un net repli de ND, chutant de 19% à 14% des intentions de vote, et du Pasok qui passerait de 13% à moins de 11%.

Les deux partis ont exprimé leur soutien au plan de sauvetage européen de la Grèce en échange d'une nouvelle série de mesures de rigueur. En revanche, Syriza a affiché son opposition aux demandes d'austérité formulées par l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

Le parti dit être en mesure de faire annuler le plan de sauvetage tout en maintenant le pays dans la zone euro, mais plusieurs dirigeants européens ont prévenu qu'une transgression des accords conclus avec la Grèce la conduirait à la faillite et à un retrait de la zone euro.

*"Il est important que le peuple grec prenne maintenant une décision en étant pleinement informé des conséquences de celle-ci"*, a déclaré mercredi le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

L'Allemagne a de son côté affirmé qu'elle souhaitait que la Grèce se stabilise et demeure au sein de la zone euro. *"C'est le but de notre politique depuis le début"*, a dit Steffen Seibert, porte-parole de la chancelière Angela Merkel.

Au Royaume-Uni, le Premier ministre, David Cameron, a estimé que la zone euro devait agir vite pour éviter une éventuelle dissolution. *"Elle doit prendre des mesures pour sécuriser les membres les plus faibles"*, a-t-il déclaré au Parlement britannique. *"Soit elle se réconcilie, soit elle va vers une possible désagrégation. C'est le choix qu'elle doit faire et c'est un choix qui ne peut être différé longtemps."*

Depuis le début de la semaine, les Grecs ont procédé à des retraits massifs face à l'hypothèse de plus en plus ouvertement évoquée d'un retrait de la zone euro et de la dévaluation rapide d'une nouvelle drachme.

D'après la transcription de discussions que le président Karolos Papoulias a eues mardi avec les chefs de file des partis politiques grecs, 700 millions d'euros ont été retirés aux guichets pour la seule journée précédente, lundi.

*"M. (George) Provopoulos (gouverneur de la banque centrale grecque-NDLR) m'a dit qu'il ne s'agissait pas de panique, mais d'une grande peur qui pourrait évoluer en panique"*, a dit le président grec à ses interlocuteurs.

Les retraits se sont poursuivis au même rythme mardi, et ont dans l'ensemble confirmé les estimations données par le président, selon des sources provenant de deux banques grecques.

Un cadre du secteur bancaire a cependant précisé qu'il n'y a pas eu de signes d'une panique équivalente à celle qui avait éclaté en avril 2010. Huit milliards d'euros avaient été retirés, juste avant le premier plan de sauvetage de la Grèce.

Selon des chiffres de la banque centrale, les dépôts des entreprises et des ménages grecs atteignaient 165 milliards d'euros fin mars.

Depuis janvier 2010, un tiers des dépôts bancaires, soit 72 milliards d'euros, ont été retirés, ce que les analystes expliquent par une fuite des capitaux et par le fait que les Grecs confrontés à la crise ont dû entamer leurs économies.

## Un article de Reuters du 17 mai 2012

### Les retraits des banques ne touchent pas que la Grèce. (18.05)

Les épargnants grecs pourraient être saisis par "*une grande peur susceptible de se transformer en panique*" selon les mots du président Karolos Papoulias, mais beaucoup de Grecs ont depuis bien longtemps transféré leur argent dans des endroits jugés plus sûrs comme le Royaume-Uni, la Suisse, l'Allemagne et les pays d'Europe du Nord.

Les craintes d'une ruée dans les banques grecques ont ébranlé Athènes cette semaine, après que les épargnants ont retiré au moins 700 millions d'euros sur la seule journée de lundi, selon les commentaires de Karolos Papoulias aux responsables politiques publiés sur le site de la présidence.

Ce ne sont pas seulement les Grecs qui sont inquiets à propos de leurs économies. Les statistiques montrent que les épargnants en Belgique, en France et en Italie ont aussi retiré de l'argent des banques.

Jeudi, le gouvernement espagnol a dû démentir l'existence d'un mouvement de retraits paniques de sommes déposées à la banque en difficulté Bankia.

Les Grecs redoutent d'être frappés par une dévaluation brutale de leur monnaie si le pays devait sortir de la zone euro. Les épargnants espagnols se sont, quant à eux, affolés après la nationalisation de Bankia la semaine dernière et s'inquiètent du coût grandissant du plan de sauvetage gouvernemental du secteur bancaire.

En Grèce, des sources au sein de deux banques ont dit à Reuters que les retraits effectués mardi avaient à peu près atteint le même montant que la veille.

*"Le système bancaire grec en entier est en danger : les banques font désormais face au pire, le retrait massif d'argent"*, a déclaré Arnaud Poutier, directeur général d'IG Markets France.

### UN MOUVEMENT À L'OEUVRE DEPUIS DEUX ANS

Ces retraits ont commencé il y a au moins deux ans, alors que la crise de la dette s'approfondissait.

Les banques helléniques ont perdu 72 milliards d'euros de dépôts depuis le début 2010, soit environ 30% du total de cette époque, selon des données compilées par Thomson Reuters.

Les cinq plus grandes banques grecques ont enregistré pour 37 milliards d'euros de sortie de dépôts l'an dernier, dont 12 milliards pour EFG Eurobank et entre 8 et 9 milliards pour chacun des établissements National Bank of Greece, Piraeus et Alpha Bank.

En février, le ministre des Finances de l'époque, Evangelos Venizelos, avait dit que seulement 16 milliards d'euros avaient été transférés à l'étranger, dont un tiers au Royaume-Uni.

Les épargnants ont transféré le reste dans l'immobilier, l'or et dans d'autres établissements, ou bien ont caché leur argent chez eux.

En Grèce, ces retraits progressifs de dépôts n'ont pas causé de panique. Mais cela pourrait changer rapidement s'il devait y avoir une perte soudaine de confiance dans les banques.

En septembre 2008, les clients de la banque britannique Northern Rock s'étaient ainsi affolés du jour au lendemain pour leurs économies. Au point de faire la queue pendant des heures afin de retirer leur argent, ce malgré une garantie sécurisant la majorité des dépôts. Le gouvernement britannique avait fini par nationaliser la banque.

### TRANSFERTS D'ARGENT



Les mouvements de dépôts en Europe ont été très importants l'année dernière, montrent l'analyse des données de plus de 120 banques cotées européennes.

Plus de 120 milliards d'euros ont été sortis de deux banques en Belgique, surtout au sein de la banque Dexia qui a dû être renflouée et restructurée. KBC a aussi fait face à des retraits importants.

Les banques françaises, très exposées à la Grèce, ont enregistré des retraits de dépôts de 90 millions d'euros, dont 30 millions pour chacune des banques BNP Paribas et Crédit Agricole.

Les craintes d'un éclatement de la zone euro ont également provoqué des retraits de 30 milliards d'euros des banques italiennes.

Ces retraits d'argent en Europe se sont faits au profit des banques britanniques. Plus de 140 milliards d'euros ont été déposés dans seulement quatre grands établissements financiers au Royaume-Uni. Le pays bénéficie de sa position hors de la zone euro et de l'exposition importante de ses banques en Asie, à l'image de HSBC et de Standard Chartered.

D'autres banques ont aussi connu d'importantes entrées d'argent. C'est le cas de Barclays, de Deutsche Bank, de Credit Suisse, d'UBS et des banques russes Sberbank et VTB.

Commentaire.

Il y a environ 4 mois, je vous avais donné cette info provenant du portail Liesi.

## Un article de l'AFP du 20 mai 2012

### La Chine délocalise des entreprises en Ethiopie pour réduire ses coûts. (21.05)

Dans le ronronnement continu des machines, une centaine d'ouvriers éthiopiens découpent sans relâche du cuir, enfilent des lacets et collent des semelles, sous la supervision de contremaîtres chinois.

Avec cette usine, des entrepreneurs chinois entendent bénéficier du faible coût de la main d'oeuvre africaine et de la matière première, le cuir, pour fabriquer des chaussures qui seront vendues en Europe et aux Etats-Unis.

L'usine de Huajian est installée à Dukem, à 30 km au sud d'Addis Abeba, dans une zone industrielle en plein développement, la première construite en Ethiopie par des capitaux chinois.

Après s'être concentrée sur la construction d'infrastructures et l'exploitation des matières premières, notamment le pétrole, en Afrique, la Chine commence à y chercher des coûts salariaux avantageux pour son industrie.

Quant à l'Ethiopie, elle y gagne une diversification bienvenue pour son économie largement agricole.

Un marché gagnant-gagnant, donc, selon Qian Guoqing, vice-directeur de la East Industry Zone: *"les deux parties ont un engagement réciproque, elles disent +tu devrais avoir quelque chose, je devrais obtenir quelque chose"*.

Une fois achevée en 2014, pour un coût de 250 millions de dollars, la zone industrielle, dont la construction a commencé en 2009, doit regrouper plus de 80 usines et créer 20.000 emplois.

Pour l'heure, elle compte plusieurs rangées de bâtiments de trois étages abritant six usines à capitaux chinois, dont, outre celle de Huajian, une chaîne de montage automobile et une fabrique de plastique.

Huajian, un des plus importants fabricants chinois de chaussures, prévoit d'investir jusqu'à 2 milliards de dollars en Ethiopie pour fabriquer des souliers destinés à l'exportation vers l'Europe et l'Amérique du Nord.

Afin d'attirer les investisseurs étrangers dans le cadre d'un *"plan de croissance"* destiné à faire de leur nation un pays à revenu intermédiaire d'ici 2025, les autorités éthiopiennes offrent quatre ans d'exonérations fiscales, des terrains bons marchés et l'électricité gratuite aux occupants de la zone industrielle.

Main d'oeuvre peu chère.

Mais investir en Ethiopie *"n'est pas une stratégie sans risque"*, prévient Stefan Dercon, économiste spécialisé dans le développement à l'Université britannique d'Oxford.

L'Ethiopie va devoir maintenir des taux de croissance élevés afin de rembourser les investissements de départ. *"Si cela ne fonctionne pas, les espoirs vont s'évanouir très rapidement, les deux ou trois prochaines années sont donc cruciales pour le processus dans son ensemble"*, selon lui.

*"Nous devons avancer rapidement, notre ennemi est la pauvreté"*, rétorque le ministre d'Etat éthiopien à l'Industrie, Tadesse Haile, *"quiconque nous demande de ralentir accepte la pauvreté"*.

Avec un PIB par habitant estimé à 325 dollars par l'ONU, l'Ethiopie figure toujours parmi les plus pays africains les plus pauvres, en dépit d'une croissance parmi les plus dynamiques du continent (+11% au cours de chacune des six dernières années selon la Banque mondiale).

Les investissements étrangers *"gènèrent de la croissance, de l'emploi (...) cela nous permet aussi de fabriquer des produits pouvant être exportés, ce qui amène des devises et des transferts de technologie"*, soutient M. Tedesse.

Mais de nombreux problèmes subsistent: réseaux de télécommunications déplorables, bureaucratie pesante et absence de port dans ce pays enclavé, sans accès à la mer.

Paul Lu, directeur des ressources humaines de Huajian, recense, lui, les différences culturelles, la barrière de la langue et le manque de conscience professionnelle d'une bonne partie du personnel local. Mais ces obstacles sont compensés par l'abondance de matière première et de main d'oeuvre, peu chère alors que les salaires augmentent en Chine.

*"Nous sommes venus fabriquer des chaussures et (...) l'Ethiopie produit beaucoup de cuir"*, poursuit-il devant l'entrée de l'usine où une vingtaine de personnes attendent pour un entretien d'embauche.

Dans l'usine, Teju Edek, 22 ans, contrôleur qualité, payé 30 dollars par mois, se plaint que *"le salaire est trop bas"*. Il dit travailler ici surtout pour *"développer ses connaissances technologiques"* et ajoute que, s'il pourrait gagner plus dans des usines éthiopiennes, il n'y apprendrait pas autant.

Pour Tafere Getie, gestionnaire d'une des usines de la zone, le vrai bénéfice de ces investissements se verra à long terme: *"J'espère que les Ethiopiens qui travaillent dans les usines étrangères aujourd'hui posséderont leur propre industrie d'ici 20 ans"*.

## Un article de Reuters du 16 mai 2012

### Et si Athènes renouait avec la drachme: mode d'emploi pour divorcer de l'euro. (21.05)

Le scénario n'a plus rien de tabou pour les économistes européens: si la Grèce quitte l'euro, il lui faudra réimprimer des drachmes tout en jugulant la panique des habitants, avant de miser, pour sa relance, sur les exportations et le tourisme.

Renouer avec ses anciennes amours est risqué: à peine réintroduite, la drachme, considérée comme monnaie la plus faible de la région, verrait son cours fondre sous la pression des marchés.

De quoi effrayer les Grecs, dont l'épargne perdrait 50% de sa valeur selon plusieurs études.

Les retraits d'argent dans les banques du pays ont d'ailleurs atteint lundi 700 millions d'euros. Un chiffre qui s'ajoute aux quelque 16 milliards d'euros qui auraient été déposés à l'étranger depuis 2009.

*"Le mouvement de panique a déjà commencé", remarque Pedro Videla, professeur à l'IESE Business School de Madrid, qui juge "très probable" un retour à la drachme: "comme le pays est déjà en train de se désintégrer socialement et politiquement, je parierais qu'il va sortir de l'euro très bientôt".*

La solution, selon lui? *"Agir d'un coup, pendant un week-end, en fermant les banques, en empêchant les retraits d'argent".*

Il faudrait que la Grèce puisse *"éviter la fugue des capitaux en prenant des mesures draconiennes"* comme le blocage des comptes, car le pays *"est en quelque sorte dans une économie de guerre"*, renchérit Giuliano Noci, professeur à l'université Politecnico de Milan.

L'autre stratégie, d'un retour à la drachme annoncé à l'avance, risque au contraire d'aggraver la panique.

L'institut allemand Ifo penche pour une troisième voie: les comptes bancaires resteraient libellés en euros (pour éviter la fuite de capitaux) et l'euro continuerait à avoir cours.

Les salaires des fonctionnaires seraient eux versés en drachmes, ce qui serait aussi la monnaie pour les transactions avec l'Etat, de quoi représenter une masse critique de 60% des échanges et rendre la drachme indispensable au quotidien.

Opinion similaire chez Erik Nielsen, d'Unicredit, qui prône de garder l'euro comme monnaie d'échange jusqu'à ce que *"les arrangements formels de sortie de la zone euro et de l'UE commencent"*.

Mais où trouver, aussi vite, tant de drachmes, alors que les vieilles devises ont toutes été détruites?

Une idée serait que *"tous les billets d'euros dans les banques grecques soient marqués d'un tampon +ceci est une drachme, pas un euro+, ou leur enlever un coin"* pour les différencier, avance Pedro Videla.

Car *"il y a très peu d'entreprises dans le monde qui produisent des billets et monnaies officielles"*, note Federico Steinberg, de l'institut espagnol Elcano. Même si la fabrique nationale grecque s'en chargeait, délaissant les billets de 10 et 20 euros qu'elle produit, *"cela prendrait plusieurs mois"*.

Entre-temps, *"la transition serait assez chaotique et il pourrait apparaître des monnaies informelles alternatives ou un retour partiel au troc": "ce serait comme revenir à la préhistoire financière, mais c'est ce qui s'est passé en Argentine en 2001, et après quelques mois la situation s'est rétablie"*.

Place ensuite aux quelques avantages du retour à la drachme: avec une devise faible, le pays deviendrait très bon marché, de quoi attirer les touristes et devenir un exportateur compétitif, afin de retrouver le chemin de la croissance.

Mais *"la dette extérieure en pourcentage du PIB exploserait, car elle serait libellée en devises, et l'inflation exploserait aussi"*, prévient Paula Gonçalves Carvalho, économiste à la banque portugaise BPI, qui note qu'en Grèce, *"il n'y a pas d'auto-suffisance en ce qui concerne la plupart des biens essentiels"*.

Il faudrait donc s'assurer que le gain de compétitivité n'est pas annulé par l'inflation, tandis que le plus logique est que l'Etat *"arrête de payer"* sa dette, selon Pedro Videla, même si *"cela signifie que la Grèce sera hors du système financier international pour des années"*.

Au final *"je ne pense pas que la sortie de la Grèce de l'euro serait un désastre"*, estime Giuliano Noci. *"Les exemples de défaut de paiement et de dévaluations énormes des monnaies en Argentine, en Indonésie, en Corée du Sud ou en Russie démontrent clairement que ce type de processus, s'il est bien géré, n'est pas un désastre"*.

## Un article de liberation.fr du 21 mai 2012

### Croissance : le malentendu franco-allemand. (22.05)

#### Tous les dirigeants européens s'accordent sur la nécessité d'une politique de croissance, mais tous n'en donnent pas la même définition.

Après avoir fait campagne sur la nécessité d'une politique de croissance en Europe, François Hollande s'est félicité que le sujet ait été au cœur du G8 tenu ce week-end aux Etats-Unis. Après avoir pratiqué une sévère austérité, les homologues du nouveau président français conviennent désormais que la sortie de crise est illusoire sans rebond de la production de richesses. Mais, si l'objectif est partagé, les moyens de l'atteindre ne font pas encore consensus.

Le projet de croissance de François Hollande, exposé dans un mémorandum adressé à ses collègues européens, repose sur la dépense publique (augmentation des financements de la Banque européenne d'investissements, mobilisation des fonds structurels européens inutilisés, grands travaux financés par des obligations européennes) et la création d'une taxe sur les transactions financières.

#### Réformes libérales

L'Allemagne, elle, estime que la croissance passe avant tout par des «réformes structurelles», c'est-à-dire des changements profonds dans des systèmes sociaux jugés trop dépensiers et inefficaces. Sont particulièrement visés le marché du travail, à «flexibiliser», et le système éducatif, à adapter au marché de l'emploi.

Cette vision est soutenue par la Banque centrale européenne, dont un représentant, l'Allemand Jörg Asmussen, a estimé ce lundi que les réformes pourraient s'inspirer de la politique menée en 1998 et 2005 par le chancelier Gerhard Schröder, qui visait à diminuer le coût du travail et augmenter la «flexibilité» du marché de l'emploi. Le FMI et l'OCDE soutiennent également des réformes libérales.

#### Feu rouge aux eurobonds

Dans ces conditions, l'accord sur les mesures de croissance, s'il est atteint, pourrait être minimal. Les premières dispositions devraient être annoncées à l'issue d'un Conseil européen prévu mercredi.

*«L'Allemagne fera certainement des concessions sur la mobilisation des fonds structurels, estime l'économiste Alexandre Delaigue. Ils seront sans doute utilisés dans le domaine des transports, des énergies renouvelables... Avec beaucoup d'affichage et peu d'effets.»* Le recours à des fonds publics européens est aussi soutenu par le Premier ministre italien Mario Monti, favorable à une politique d'investissement pour modérer les effets de la rigueur dans son pays.

En revanche, la création d'obligations communes européennes devrait rester dans les cartons. Ces «eurobonds», qui reviendraient à mutualiser la dette européenne, représentent encore une ligne rouge pour Berlin, Angela Merkel estimant que cela dissuaderait les pays en difficultés de faire les efforts budgétaires requis. Ombre grecque

En contrepartie, la France acceptera-t-elle d'appliquer certaines des réformes structurelles prônées par l'Allemagne ? *«Les exigences en la matière seront limitées, juge Alexandre Delaigue. Paris devra s'engager à respecter strictement son redressement budgétaire, et sans doute arrêter de clamer que l'austérité, c'est le mal.»* Il est fort improbable que François Hollande, qui a rechigné à s'engager sur le thème du coût du travail pendant la campagne présidentielle, prenne des engagements à ce sujet.

Ces décisions, si elles s'en tiennent là, ne suffiront pas à assurer le salut d'une zone euro plus menacée que jamais par la situation en Grèce et en Espagne. Une dégradation supplémentaire de celle-ci pourrait appeler des mesures d'une tout autre ampleur.

Un article de 20minutes.fr du 21 mai 2012

### Pourquoi l'action Facebook s'effondre. (23.05)

**Les investisseurs attendaient de l'argent facile, il n'en est pour l'heure rien avec une action en chute de plus de 11%. Loin des 42 dollars des premiers instants...**

Cela arrive peu souvent au géant des réseaux sociaux pour être noté: Facebook a planté. Mais en Bourse. Y a-t-il eu une erreur de calcul et un responsable? N'est-il pas trop tôt pour juger ?

Un deuxième jour, ce lundi, catastrophique alors que les marchés attendaient un éventuel rebond après une introduction ratée vendredi dernier et un cours de l'action Facebook sauvée par Morgan Stanley dans les derniers instants du cours pour éviter un plongeon sous les 38 dollars en première séance (chute de 11% alors que le Nasdaq a réalisé ce lundi son meilleur jour de l'année). Morgan Stanley justement, héros ou coupable d'erreur de jugement.

Morgan Stanley seule responsable d'un prix d'action trop élevé?

La banque s'étant occupée de l'entrée en Bourse du réseau social, les doigts sont pointés en direction du prix d'introduction. Morgan Stanley a placé, à l'image du Nasdaq, trop d'attente dans cette entrée en Bourse, pensant avoir l'affaire du siècle entre les mains. Un journaliste américain explique même que ce sont les machineries du Nasdaq (les ordinateurs qui placent les actions) ont trahi le marché, n'arrivant pas à réunir parfaitement offres et demandes comme cela aurait dû se passer, d'où le retard constaté de plus d'une demie-heure d'entrée en Bourse vendredi dernier

En définitive, le prix était trop élevé et les acheteurs ne répondent pas présents. Le prix a pourtant été longtemps au cœur de discussions et un tarif plus bas, autour des 30 dollars, ou même de la partie basse de la tranche 35-38 dollars, avait un temps été considéré. Peut-être aurait-il évité à Facebook un tel début dans le rouge. Les derniers conseils reçus par Morgan Stanley étaient pourtant de baisser le prix d'introduction en Bourse.

Facebook va faire jurisprudence pour les prochaines entrées en Bourse en particulier celles liées à des entreprises technologiques et web. Certains observateurs parlent même d'un éclatement de la bulle des start-up web.

Morgan Stanley a également conduit les introductions de LinkedIn, Groupon et Zynga, les autres étoiles web cotées. Ces boîtes avaient vu leurs cours s'envoler les premiers jours avant de se stabiliser bien en dessous de leurs cours initial. Pour Facebook, il n'y aura donc même pas eu cet état de grâce premier.

Des leçons et des solutions à tirer de cet échec?

Facebook a de plus un réel problème des revenus actuellement et doit monétiser son utilisation mobile pour prendre de la valeur auprès des acheteurs d'actions et dynamiser sa capitalisation boursière. L'entrée en Bourse a notamment souffert du retrait la semaine passée de General Motors de la liste des annonceurs sur le réseau. Mais Facebook est encore une jeune entreprise qui dispose tout de même de près d'1 milliard d'utilisateurs exposables à la publicité.

Du côté des leçons à tirer, Marc Fiorentino, banquier d'affaires spécialiste des marchés, évoque pour sa part «l'arnaque Facebook». Il explique que «ce n'est pas un échec pour tout le monde. C'est un énorme succès pour les fondateurs et actionnaires qui ont vendu à un prix surévalué à la dernière minute d'introduction, un énorme succès pour les banques qui ont procédé à l'introduction». Il tient un discours sans équivoque sur les autres porteurs décrivant Facebook comme : «un échec pour les pigeons de service qui se sont rués sur l'action en pensant gagner 30% le premier jour. Mais ils recommenceront à la prochaine introduction...» Les petits porteurs n'ont pas encore tout perdu, il ne s'agit que du deuxième jour de cotation.

Cet échec sera tout de même une leçon que les investisseurs essaieront de se rappeler à la prochaine. En attendant, jusqu'où le cours de l'action Facebook peut-il chuter? L'exemple de l'entrée en Bourse d'Amazon en 1997, rappelé par le quotidien New York Times, ayant coulé sous son prix initial de 18 dollars avant de

quadrupler son cours un an après pour attendre aujourd'hui 218 dollars pièce, entretient l'espoir et la patience pour Facebook. *«L'action du réseau social doit être un investissement de long terme car cette entreprise va encore évoluer»*, explique les analystes.

L'erreur aura été de se voir trop beau trop vite de la part de la direction de Facebook et de vouloir à tous prix atteindre la barre du milliard de dollars de valorisation boursière et de placer à 38 dollars l'action de base.

### **Epilogue de l'AFP.**

Le titre du champion des réseaux sociaux Facebook plongeait encore mardi, au troisième jour de sa cotation, perdant 6,67% à 31,74 dollars moins d'une demi-heure après l'ouverture de la Bourse à New York.

Ainsi en moins de quatre jours, la valorisation du site aux 900 millions d'utilisateurs a déjà baissé de 17 milliards de dollars.

Facebook a mis vendredi sur le marché 421 millions d'actions, pour une opération à 16,02 milliards de dollars, la plus grosse pour une valeur internet, la deuxième plus importante pour une valeur américaine tous secteurs confondus.

Commentaire.

Ils sont terribles ces journalistes, on a beau leur expliquer qu'il s'agit d'une arnaque et non d'une erreur, celui de 20minutes termine son article en voulant nous faire avaler la version de l'erreur ! Il a dû recevoir des ordres ou pas besoin, il est soumis.



## Un article de 20minutes.fr du 21 mai 2012

### Faute de moyens, les étudiants n'ont jamais été aussi nombreux à renoncer à des soins de santé. (23.05)

La sonnette d'alarme est tirée. En 2011, 34% des étudiants ont renoncé à des soins médicaux, contre 24% en 2008, selon la dernière enquête menée auprès de 8.500 personnes par la LMDE en partenariat avec la Mutualité française. Et ce principalement pour des raisons financières. Autre chiffre révélateur de l'étude publiée ce mardi, 19% des étudiants ne sont pas couverts par une complémentaire santé, contre 6% pour l'ensemble de la population française.

#### L'état de santé d'un étudiant sur cinq s'est dégradé

Dans ce contexte, 20% des étudiants estiment que leur état de santé s'est dégradé par rapport à l'année précédente. Pas de surprise, ce sont ceux qui sont le moins bien pris en charge par l'assurance-maladie obligatoire qui sont concernés. Ainsi, 7% des étudiants ont renoncé à des traitements dentaires comme les couronnes et 5% à des soins ophtalmologiques ou pour les étudiantes à des examens gynécologiques. Mais de plus en plus font également une croix sur la visite d'un généraliste. En l'absence de mutuelle et de médecin traitant, une consultation chez le généraliste à 23 euros ne sera remboursée qu'à hauteur de 5,90 euros par la Sécu.

Franchises médicales, participations forfaitaires, baisse de remboursement des médicaments... Pour 80% de la population, c'est moins d'un euro sur deux qui est pris en charge par la Sécu. Le recours à une mutuelle devient incontournable. Alors qu'un étudiant sur quatre a des difficultés à joindre les deux bouts avant la fin du mois (23% déclarent rencontrer de réelles difficultés à subvenir à leurs besoins), le dilemme est le suivant: se soigner ou payer son loyer, résume Gabriel Szeftel, président de la Mutuelle des étudiants (LMDE).

#### L'automédication a le vent en poupe

En conséquence, les étudiants sont plus que jamais tentés par l'automédication. Au cours de la dernière année, 92% se sont soignés seuls sans aller voir un médecin. Pas étonnant que les étudiants aient plus que jamais une mauvaise perception du système de santé. Plus d'un sur deux ne croit pas que chaque personne a la possibilité, en France, d'être soigné quelles que soient ses ressources financières. «*La génération des baby-boomers a vécu à crédit. Si rien n'est fait, les jeunes devront régler pour leurs aînés des charges considérables liés à la santé, sans peut-être avoir droit eux-mêmes aux garanties dont bénéficiaient leurs parents. Ils ont des raisons objectives d'être inquiets*», estime Etienne Caniard, président de la Mutualité française. Une inquiétude qui se traduit par le pourcentage d'étudiants concernés par un symptôme de trouble dépressif: 19%.

#### Halte aux idées reçues

Plus globalement, cette étude intitulée «*Santé et conditions de vie des étudiants*» est l'occasion aussi de tordre le cou à certaines idées reçues sur cette catégorie de la population. Ces étudiants ne sont pas tous des adeptes du fast-food, souligne Gabriel Szeftel. Loin de là. 63% déclarent que leur alimentation est équilibrée. Ainsi, 9% sont en surpoids, un pourcentage en ligne avec le reste de la population. Idem du côté de la consommation d'alcool. L'idée d'une jeunesse massivement alcoolisée, tristement propagée par des informations comme la mort par noyade de cinq jeunes à Bordeaux depuis 2011, ne tient pas la route. «*La consommation est un fait social chez les étudiants comme dans le reste de la population*», explique Gabriel Szeftel. 71% des étudiants ne boivent qu'une fois par semaine ou moins et 15% plusieurs fois par semaine. Quant à la sexualité, près de quatre étudiants sur cinq utilisent systématiquement un préservatif lors de chaque rapport avec un nouveau partenaire. 82% ont le sentiment d'être bien informés sur le sida. Des efforts doivent cependant être accomplis pour les autres infections sexuellement transmissibles, sur le recours au dépistage et sur la contraception.

## Un article de liberation.fr du 24 mai 2012

### Quand les investisseurs payent pour prêter à l'Allemagne. (25.05)

En ces temps de crise, voilà qui semble relever du surréalisme économique : mercredi, l'Allemagne a emprunté gratuitement 4,5 milliards d'euros sur les marchés. Les investisseurs se sont rués sur des obligations à deux ans, rémunérées à 0%. Plus tard dans la journée, les taux allemands à dix ans ont atteint un minimum historique de 1,77%. Sur la même durée, la prime de risque française est à 3,5%, l'italienne à 5,7%, l'espagnole à 6,2%.

Cette bizarrerie n'est pas une première. En janvier, Berlin avait même émis des titres à court terme à des taux négatifs (-0,01%). Autrement dit, les investisseurs étaient prêts à payer pour détenir des obligations allemandes, en récupérant moins d'argent qu'ils n'en ont prêté. C'est aussi le cas, d'ailleurs, pour les titres à taux zéro, car l'inflation (2,1% en Allemagne en avril) fait baisser la valeur de l'argent sur la durée du prêt.

L'explication est simple, et inquiétante : le contexte économique est tellement incertain que les investisseurs s'arrachent les rares valeurs sûres à long terme, même si elles sont peu ou pas rentables. Et en premier lieu, les obligations allemandes. «*On assiste à une fuite vers la qualité, commente Patrick Jacq, analyste obligataire chez BNP Paribas. La sécurité est l'unique facteur de décision des investisseurs.*» Les obligations françaises à deux ans, encore considérées comme des actifs sûrs, sont elles aussi à leur plus bas historique, à moins de 50 centimes.

#### Réglementation

A cette aversion au risque s'ajoutent des contraintes réglementaires. Les investisseurs privés ne peuvent pas laisser dormir leur argent : ils doivent l'investir dans des actifs. Or, «*les institutions officielles comme les banques centrales sont obligées d'avoir dans leur portefeuille des titres à court terme les mieux notés possible, poursuit Patrick Jacq. Idem pour les banques commerciales, que les nouvelles réglementations dites Bâle III contraignent aussi à détenir des titres de la meilleure qualité.*» Et dans le club très sélect des pays notés triple A, Berlin fait figure de tête de gondole.

Du coup, les obligations allemandes sont aussi les plus faciles à revendre sur le marché secondaire, éventuellement avec des bénéficiaires : une motivation supplémentaire pour certains acheteurs.

Cette anomalie économique révèle l'extrême pessimisme des marchés vis-à-vis de la situation de l'Europe. Elle éclaire également le scepticisme de l'Allemagne à l'égard des eurobonds réclamés par la France, qui pourraient renchérir le coût de sa dette.

**Complément de l'AFP** "*La dette allemande est le seul marché qui a une taille suffisante pour accueillir les flux recherchant une sécurité maximale*", estime Axel Botte, stratégeste obligataire chez Natixis AM.

"*On est dans une période où il y a tellement de craintes sur de plus en plus d'emprunteurs que la sécurité est l'unique facteur de décision des investisseurs*", renchérit Patrick Jacq chez BNP Paribas.

L'Allemagne rassurent pleinement les investisseurs grâce à ses déficits maîtrisés et sa dette contenue.

Sa dette est d'ailleurs la plus liquide en Europe, c'est-à-dire très présente dans les portefeuilles des investisseurs, ce qui assure à chacun la possibilité d'en acheter et d'en vendre facilement.

En outre, "*dans certains cas, les investisseurs peuvent se servir des obligations allemandes pour couvrir une position sur les actions*", les deux actifs évoluant en sens inverse, rappelle M. Botte.

## Un article de l'AFP du 24 mai 2012

### Des eurobonds aux réformes structurelles, les idées sur la table de l'UE. (25.05)

Des réformes structurelles aux euro-obligations, de multiples pistes sont sur la table de l'Union européenne pour relancer la croissance et perfectionner la zone euro en vue du sommet décisif des 28 et 29 juin.

Les dirigeants des Vingt-Sept ont chargé mercredi soir le président de l'UE Herman Van Rompuy de présenter en juin un rapport définissant un calendrier et une méthode en vue d'un "*approfondissement*" de l'Union monétaire.

#### DOPER LES INVESTISSEMENTS EUROPEENS

C'est le sujet le plus avancé, qui devrait aboutir à un consensus fin juin sur divers instruments pour encourager les investissements:

- Le renforcement du capital de la Banque européenne d'investissement (BEI), bras financier de l'UE, qui peut notamment venir en aide aux PME. La Commission européenne propose de l'augmenter de dix milliards d'euros.

- Une meilleure "*mobilisation*" des fonds structurels, qui restent souvent en souffrance car ils ne peuvent être débloqués qu'en cas de cofinancement par les Etats. L'idée serait de limiter ce cofinancement et de les réorienter dans les domaines les plus porteurs.

- Des "*project bonds*": il s'agit d'emprunts pour financer des grands chantiers, d'infrastructures ou dans les énergies nouvelles. Une phase pilote devrait être lancée pour un montant global espéré de 4,5 milliards d'euros.

Souvent cités comme des embryons d'euro-obligations, ils s'apparentent davantage à un montage financier visant à lever des fonds grâce à des garanties de la BEI et des partenariats public-privé.

#### LA TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIERES

La France défend cette taxe, et souhaite notamment utiliser ses recettes pour doper l'investissement. La Commission et d'autres pays, dont l'Allemagne, prônent aussi sa création, mais les avis divergent sur son utilisation (réduction des déficits, budget européen, aide au développement...). Bruxelles estime qu'elle rapporterait, au niveau de toute l'UE, plus de 50 milliards d'euros par an.

Le problème, c'est que certains pays n'en veulent pas, Royaume-Uni en tête. Paris plaide pour sa mise en place rapide par un groupe plus restreint, mais certains redoutent une fuite des capitaux.

#### LES EURO-OBLIGATIONS

Il s'agit du principal point de friction entre la France, qui prône leur instauration, et l'Allemagne, qui s'y oppose. Chacune compte des alliés: la Commission et l'Italie entre autres pour François Hollande, les Pays-Bas et la Finlande pour Angela Merkel. Selon Rome, une "*majorité de pays*" sont désormais favorables aux "*eurobonds*".

Le principe, c'est d'émettre des emprunts communs, au niveau de la zone euro, pour mutualiser les risques et protéger les pays fragiles des attaques spéculatives. Cela permettrait aux Etats qui payent très cher pour emprunter, comme l'Italie ou l'Espagne, de bénéficier en partie des taux d'intérêt faibles versés par l'Allemagne ou la France.

Pour le président français, il s'agit de mutualiser la dette nouvelle.

Cela nécessiterait de réviser les traités de l'UE. Même s'ils sont retenus in fine au sommet de juin, ce sera dans une "*perspective de long terme*", a prévenu Herman Van Rompuy.

## LES REFORMES STRUCTURELLES

Angela Merkel et le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi en font le principal vecteur d'un retour de la croissance. Elles visent notamment à baisser le coût de la protection sociale ou à libéraliser le marché du travail, mais sont vues d'un mauvais oeil par les syndicats.

Bruxelles doit faire des recommandations à chaque Etat membre le 30 mai.

## MARCHE INTERIEUR

Berlin et la Commission défendent un approfondissement du marché intérieur commun, notamment pour améliorer la mobilité de l'emploi.

## REFORMES BANCAIRES

Paris et Rome prônent une ébauche de fédéralisme bancaire, avec une supervision "*intégrée*" et un "*schéma commun de garanties des dépôts*".

François Hollande estime aussi que le fonds de secours de la zone euro, le Mécanisme européen de stabilité (MES), doit être autorisé à recapitaliser les banques fragiles "en lien avec la BCE".

## Un article de Reuters du 16 mai 2012

### Sommet européen: Merkel et Hollande, "pas de psychodrame", selon un expert. (25.05)

Le sommet européen de mercredi à Bruxelles marque "un bon début" pour le couple Hollande/Merkel, selon le politologue Stefan Seidendorf, expert à l'institut franco-allemand de Ludwigsburg (sud-ouest de l'Allemagne), pour qui il "n'y a pas eu de psychodrame".

Question: Comment jugez-vous les premiers pas du nouveau duo François Hollande/Angela Merkel sur la scène européenne?

Réponse: "Je trouve qu'ils s'en tirent mieux que ce que l'on a pu voir par le passé. Il n'y a pas de psychodrame, les deux restent très sobres. Ils disent tous les deux que personne ne doit se sentir sous pression, qu'il n'y a pas de tabous, mais chacun présente sa position, met ses idées sur la table, et on doit maintenant chercher un compromis. Pour le moment ça se passe bien mieux que Merkel et Sarkozy au début, ou que Chirac et Schröder qui ne pouvaient pas se voir pendant deux ans. Hollande et Merkel vont bien ensemble".

Question: Pour le moment les divergences semblent pourtant l'emporter sur les convergences, faut-il s'en inquiéter?

Réponse: "Il est de toute façon rare que la France et l'Allemagne aient la même opinion dès le départ. La règle, c'est plutôt qu'ils aient des positions divergentes, mais l'important c'est de l'accepter et de se doter des outils pour trouver un compromis. Le sommet d'hier a été un bon début. Il y a évidemment de grandes divergences sur les propositions concernant le pacte de croissance. Mais c'est une bonne chose que la France et l'Allemagne mènent les deux principales lignes opposées, car s'ils arrivent à se mettre d'accord, les autres membres de l'UE devraient suivre et accepter le compromis, ce qui est devenu plus compliqué à 27".

Question: Certains observateurs parlent d'une remise en cause de la domination allemande sur l'Europe. Pensez-vous que ce soit le cas?

Réponse: "Ce qui est justement positif avec (Hollande et Merkel) c'est qu'ils ne prêtent plus autant attention aux jeux psychologiques. Merkel ne se sent pas obligée de parler cinq minutes de plus que Hollande pour donner l'impression de l'avoir emporté hier soir. C'est très différent de la façon dont cela fonctionnait avec Sarkozy. (Par ailleurs, François Hollande) ne pourra vraiment prendre position qu'après les élections du 17 juin en Grèce et en France, puisqu'on se laisse jusqu'au 28 juin pour prendre des décisions. Après les élections, Hollande se montrera plus conciliant, parce que structurellement, la position de l'Allemagne et d'Angela Merkel, n'a pas changé".

Commentaire.

On a compris que les mesures qu'ils entrevoient au nom de la croissance correspondent à des dépenses que les Etats devront prendre en charge. Or ils sont endettés jusqu'au cou. Qui va les financer alors, devinez ? En taillant à la hache dans les budgets sociaux des Etats d'une part, d'autre part par la dette qu'ils font payer aux travailleurs par le biais des Etats, les taxes et impôts que nous payons.

Comment faire pour continuer de s'endetter sans que la dette n'augmente ? Fastoche, il suffit qu'au fur et à mesure que l'Etat rembourse sa dette, il s'endette auprès des marchés pour une somme équivalente, et ni connu je t'embrouille, le tour est joué. Pour un peu, il peut emprunter une somme légèrement inférieure et proclamer que la dette de l'Etat diminue !

Dit autrement, la dette de l'Etat peut stagner ou diminuer légèrement alors que l'on continue d'engraisser l'aristocratie financière à un niveau similaire.

Au final, on paie plus mais cela se voit moins ! Pratique pour bernier les ignorants, qui parmi la population y comprend quelque chose? Personne ou presque, formidable, non ?

## Un article du Réseau Voltaire du 28 mai 2012

### Syrie : que dit le Conseil de sécurité ? (29.05)

**C'est un artifice classique de propagande de présenter une opinion particulière comme une vérité consensuelle, de sorte que ceux qui la contestent ont l'impression de se marginaliser. Appliquant ce mécanisme à la Syrie, la presse occidentale et du Golfe attribue mensongèrement à l'ONU toutes sortes de positions qui ne sont pas les siennes. En réponse à des courriels de lecteurs, Thierry Meyssan pointe quelques manipulations de vocabulaire.**

Les médias occidentaux et du Golfe ont, depuis longtemps, pris l'habitude d'employer l'expression « *communauté internationale* » pour désigner le groupe d'États conduits par les États-Unis, au mépris de tous les autres. On lit ainsi que, à propos de la Syrie : « *La Russie et la Chine s'opposent à la communauté internationale* » (sic).

Une étape suivante dans la désinformation a été d'inclure un refrain dans toutes les dépêches d'agence : « *La répression a fait plus de 10 000 morts selon l'ONU* ». Or, jamais l'ONU, n'a avancé de tels chiffres. Ceux-ci proviennent de certains experts qu'elle emploie : ceux du Haut Commissariat aux Droits de l'homme et du Conseil des Droits de l'homme pour être précis. Si l'ONU avait validé leurs rapports, le Conseil de sécurité aurait autorisé une intervention internationale. Seule l'Assemblée générale et subsidiairement le Conseil de sécurité sont habilités à parler au nom de l'ONU :

Voici que maintenant les médias occidentaux et du Golfe déforment la position de la Russie en l'accusant de se contredire. Selon eux, Moscou a mis en cause l'opposition syrienne pour le massacre de Houla alors qu'il a adopté hier une déclaration du président du Conseil de sécurité reconnaissant la responsabilité de l'État syrien.

Ceci mérite une explication de texte.

Le fait de condamner le massacre de Houla ne signifie pas que l'on accuse le gouvernement syrien d'en être coupable. En ce qui le concerne, le gouvernement de Damas a été le premier à condamner ces atrocités qu'il impute à son opposition armée. Une manifestation contre les crimes des groupes armés a immédiatement été organisée dans la capitale par des pro-Assad. Pour le moment, tous les protagonistes ont condamné le massacre, aucun ne l'a revendiqué.

Le fait d'affirmer que le gouvernement syrien est responsable du massacre ne signifie pas qu'on l'accuse d'être coupable. En vertu du principe d'indépendance et de souveraineté, un gouvernement est responsable de tout ce qui se passe sur son territoire. L'affirmation de cette responsabilité est une reconnaissance de ses prérogatives pour répondre à l'événement. Le propos du Conseil de sécurité signifie exactement l'inverse de ce que feignent de croire les médias : il affirme que le gouvernement syrien a le devoir d'intervenir pour protéger sa propre population, que l'usage de la force est légitime.

Sommer le gouvernement syrien de ne pas faire usage d'armes lourdes dans les zones peuplées en vertu des résolutions 2042 et 2043 ne signifie ni qu'on le rend responsable des massacres commis dans ces zones, ni qu'on lui interdit de réprimer les crimes de l'opposition armée, mais qu'on lui demande d'user de la force de manière proportionnée. Le Conseil de sécurité appréhende les troubles à l'ordre public en Syrie comme des problèmes de police et non comme une guerre civile. Dès lors, il attend des autorités syriennes qu'elles rétablissent l'ordre sans faire usage de l'artillerie —laquelle fait inévitablement des victimes collatérales—, même si les rebelles disposent aussi d'armes lourdes.

Les déclarations du Conseil de sécurité sont le fruit d'un consensus entre grandes puissances. Le vocabulaire utilisé doit être compris dans son sens le plus strict. Toute autre interprétation est abusive. Le Conseil n'a pas validé les imputations de la Haut-commissaire des Droits de l'homme accusant le gouvernement d'avoir tué plus de 10 000 manifestants pacifiques en un an. Le Conseil n'a pas attribué la culpabilité du massacre de Houla au gouvernement syrien. La Russie n'a pas varié dans ses positions.

## Un article de l'AFP du 29 mai 2012

### Les entreprises suppriment des postes, mais licencient moins

L'annonce de plans sociaux fait régulièrement la Une des journaux mais les entreprises qui compressent leurs effectifs ont de moins en moins recours à des licenciements économiques.

Le nombre de plans sociaux (PSE, plan de sauvegarde de l'emploi) "*est moins pertinent qu'avant*", leur niveau étant "*au plus bas depuis 10 ans, alors que la conjoncture est assez dégradée*", note Pierre Ferracci, président d'Alpha, cabinet d'expertise et de conseil en relations sociales.

"*Cela veut bien dire que d'autres méthodes sont utilisées*", souligne l'expert.

En janvier 1996, il y a ainsi eu 47.000 licenciements économiques contre seulement 11.600 en mars 2012.

Un plan de sauvegarde de l'emploi est obligatoire dès lors que plus de 10 licenciements économiques sont notifiés sur une période 30 jours.

Et l'employeur doit tout faire, notamment proposer des reclassements internes, pour éviter un licenciement de ce type.

La procédure de consultation des personnels prend du temps et peut encore parfois être allongée par des recours juridiques.

D'où des stratégies alternatives aux licenciements.

Selon Jean-Emmanuel Ray, spécialiste en droit du travail, "*les entreprises se sont adaptées à la nouvelle donne judiciaire*" et ont adopté une doctrine "*TSPSE, Tout sauf PSE*".

Yasmine Tarasewicz, avocate chez Proskauer, estime que 80% des entreprises qui procèdent à des réductions d'effectifs engagent des plans de départs volontaires, moins traumatisants pour les salariés, même s'ils peuvent être inclus dans un PSE.

Avec les départs non remplacés, ce mode de suppressions de postes a la faveur des grands groupes, comme dans l'automobile, les banques, la distribution ou l'industrie pharmaceutique.

Même Air France qui a subi plusieurs plans de restructurations depuis 20 ans l'a toujours fait par des départs volontaires et le sureffectif actuel de la compagnie - en cours de chiffrage - devrait encore être résorbé par ce biais.

Parfois, lorsque qu'un plan de départs volontaires est proposé, les salariés "*se carapotent*", avides de partir, avance Jean-Emmanuel Ray, en raison de conditions alléchantes.

La Société générale, où 880 postes doivent être supprimés dans la banque d'investissement, ne semble avoir aucun mal à trouver des volontaires. Hewlett-Packard avait aussi en 2009 eu trop de candidats au départ.

Outre les départs volontaires, les entreprises peuvent aussi depuis une loi de 2008 rompre le contrat de travail à l'amiable avec des salariés via des ruptures conventionnelles.

En progression constante, elles sont surtout utilisées par les entreprises de moins de 50 salariés et ont concerné près de 290.000 personnes en 2011.

Selon le ministère du Travail (Dares), les ruptures conventionnelles représentent désormais 12% des sorties d'emploi en contrat à durée indéterminée, contre 6% pour les licenciements économiques. Le reste comprend les licenciements non économiques (19%) et les démissions (63%).

S'il a introduit une réelle souplesse lorsqu'une entreprise et un salarié veulent mettre fin à leur collaboration, le dispositif est parfois dévoyé, la rupture résultant d'une pression de l'employeur.

Dans seulement 11% des cas le salarié est accompagné par un délégué du personnel, relève Pierre Ferracci, qui estime qu'au moins 50% des ruptures conventionnelles ont un motif économique.

*"Dans plus de 60% des cas, après une rupture conventionnelle, il y a une inscription à Pôle emploi, donc ça veut dire que ce sont des ruptures subies",* ajoute-t-il.

Dès 2009, le ministère du travail avait demandé à l'inspection du travail de veiller à ce que les ruptures conventionnelles ne servent pas à *"contourner les garanties en matière de licenciement économiques"*.

Commentaire.

On nous présente les négociations entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement ainsi que le patronat comme une avancée sociale, un passage recommandé, obligé, alors qu'en réalité elles sont du même tonneau que le dialogue social qui a la vertu de légitimer la politique antisocial du gouvernement.

On nous dit encore que c'est pour éviter le pire, que ce serait mieux que rien, alors qu'en réalité quelque temps plus tard on se rend compte que le pire s'est produit quand même, la faute à pas de chance sans doute, au hasard.

La conception de la lutte de classe des opportunistes, des ramasses miettes, des lâches, consiste à éviter des sacrifices aux travailleurs (ou à eux plutôt !), à faire en sorte qu'ils supportent le mieux possible l'existence du capitalisme, bref, il serait possible de vaincre sans consentir des sacrifices. Comme les guerres *"propres"* qui ne devraient faire aucune victime parmi les militaires. Ainsi ils désarment politiquement les travailleurs, qui ensuite se font matraquer sans pouvoir réagir évidemment. Le comble, c'est qu'ils s'en étonnent par la suite !

Si vous pensez que nous avons une chance de nous en sortir en continuant dans cette voie-là, vous vous faites de graves illusions.